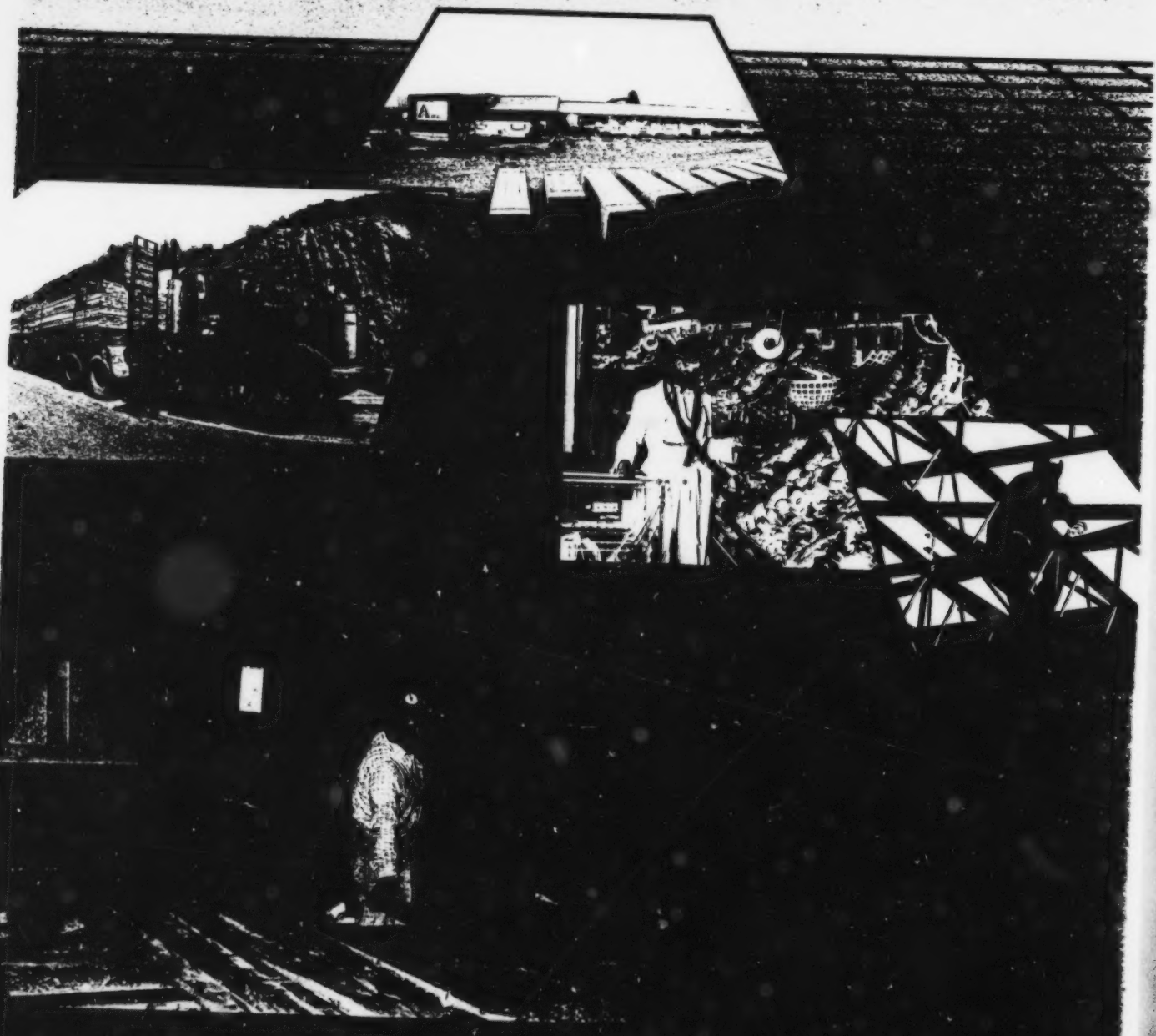
REXFOR



Rapport annuel 1984-1985

67193-001

Table des matières

Faits saillants 1

Conseil d'administration 2

Message du Président 3

REXFOR devant la Commission parlementaire 6

Localisation des entreprises 8

États financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 mars 1985 9

Sommaire des placements et des revenus de placements au 31 mars 1985 20

Bilan et résultats sommaires des filiales 22

Statistiques des cinq dernières années 24

Les activités de REXFOR 25

Les retombées économiques des activités de REXFOR 29

La Direction 31

La couverture illustre les retombées économiques d'une filiale de Rexfor dans son milieu

Le Conseil d'administration

Michel Duchesneau
Président du Conseil
Président et chef de la direction de REXFOR

Jean-Louis Verrette
Vice-président du Conseil
Professeur au département de Génie civil, Université Laval

Hugues Belzile
Administrateur
Secrétaire de la Fédération des producteurs de bois du Québec

Paul-A. Bienvenu
Administrateur
Président de Howard-Bienvenu inc.

Jean-Louis De Carufel
Administrateur

Gaston Malette
Administrateur
Président de la Compagnie Malette Waferboard

Marie-Paule Allaire
Administrateur
Administrateur de programmes au Bureau des institutions
Direction de la corporation industrielle
Agence canadienne de développement international

Pierre M. Vallée
Administrateur
Associé de Thorne, Stevenson et Kellogg

Me Michel Verret
Secrétaire
Directeur des services juridiques, REXFOR

Le Groupe Rexfor

Les origines de la Société remontent à 1961. Le gouvernement québécois crée alors un Office et lui confie le mandat de récupérer la plus grande quantité possible de bois dans les secteurs voués à l'inondation par le harnachement des rivières Manicouagan et Outardes. Ce n'est qu'en 1973 qu'on lui confiait le mandat de stimuler l'implantation et le développement de l'industrie forestière ainsi que la création d'emplois nouveaux.

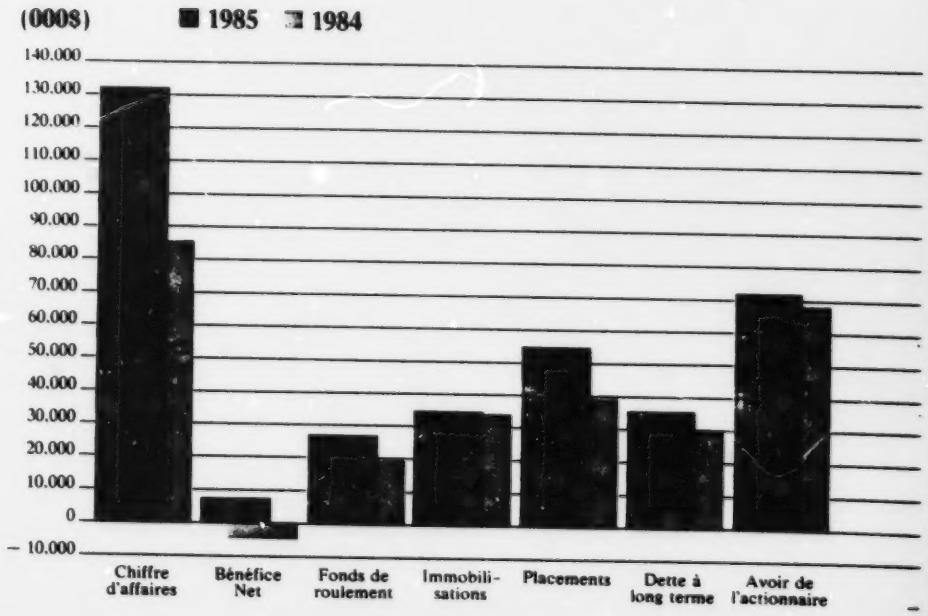
Depuis maintenant plus de vingt ans, le gouvernement possède donc un outil d'intervention dans le secteur forestier. Modifiée considérablement au fil des ans, la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers joue un rôle important dans le soutien des entreprises privées de transformation, l'intégration de sociétés étrangères à l'économie locale, le développement d'entreprises québécoises. Elle a également une compétence dans le domaine de la récolte de bois et de la voirie forestière.

Le Groupe Rexfor compte onze filiales dont sept en propriété exclusive. Il détient des participations minoritaires dans quatre entreprises oeuvrant dans le secteur des pâtes et papiers, le panneau-meuble et l'énergie. Il est impliqué dans l'emploi de près de 3 500 personnes à travers tout le Québec incluant les entreprises où la Société intervient de façon minoritaire.

Faits saillants

Rexfor (consolidé) ('000$)

31 mars	1985	1984
Chiffre d'affaires	**132 031**	85 228
Bénéfice net (Perte nette)	**525**	(4 990)
Fonds de roulement	**27 035**	19 664
Immobilisations	**34 373**	34 146
Placements	**53 632**	39 364
Dette à long terme	**35 599**	29 778
Avoir de l'actionnaire	**81 739**	68 214



Message du Président

Pour l'année financière 1984-1985, REXFOR affiche un surplus de 524 848$ pour l'ensemble des résultats consolidés bien que la conjoncture économique soit des plus difficiles dans l'industrie du sciage où se trouvent concentrées majoritairement les activités de la Société. En dépit de cette conjoncture, le chiffre d'affaires est passé de 85,2$ millions à 132,0$ millions, représentant une hausse de 55 p. cent sur l'exercice financier précédent. Cet accroissement du volume des ventes est surtout attribuable au fait que, contrairement aux années antérieures, Scierie des Outardes enr. et Scierie Grand Remous enr. ont opéré l'année entière.

Le profit brut s'établit à 4,55$ millions comparé à 6,1$ millions pour l'année précédente. Cette situation s'explique principalement par la baisse du prix de vente des bois d'oeuvre résultant de la situation générale des marchés, surtout celle des derniers six mois et par l'effet défavorable de l'augmentation des coûts d'approvisionnement. En outre, la mise en oeuvre d'une partie du programme relié au mandat de réorganisation des usines de la Vallée de la Matapédia et du nord de la Péninsule gaspésienne s'est traduite par une perte importante. Cette perte est attribuable à différents facteurs, en particulier ceux reliés aux difficultés d'écoulement du bois à pâte et des copeaux sur les marchés locaux ainsi qu'aux pertes d'opération encourues par les usines lors de la transformation des bois.

Les revenus de placements s'élèvent maintenant à 2,74$ millions; ils étaient de 1,37$ millions en 1983-1984. Cette augmentation est due en grande partie à la quote-part des revenus tirés des placements dans F.F. Soucy inc. et Associés et dans Papier Cascades (Cabano) inc.

La valeur absolue des frais de ventes et d'administration est passée de 10,5$ à 10,3$ millions, accusant une baisse de 2,3 p. cent. En pourcentage des revenus des opérations, cette baisse représente une amélioration substantielle par rapport à l'année précédente puisque le pourcentage passe de 12,3 à 7,8.

En ce qui concerne les frais financiers, ils sont passés de 2,7$ à 4,6$ millions en raison notamment de l'obligation des filiales de financer leurs dépenses en immobilisations à même des emprunts auprès des institutions financières et à la compagnie-mère d'emprunter pour financer les exploitations forestières qui ont pris un essor considérable au cours de l'année écoulée.

Les revenus divers sont passés de 0,7$ à 1,1$ million. Ce poste comprend principalement des revenus d'intérêts et de loyers.

Le profit sur la disposition en cours d'année des actifs d'Énerbois inc., au montant de 3,2$ millions, a permis de réduire la perte avant poste extraordinaire à 3,26$ millions comparé à 4,99$ l'année précédente.

De plus, le profit extraordinaire de 3,78$ millions réalisé par une compagnie satellite a permis à la Société de terminer son année financière 1984-1985 avec un profit de 524 848$ comparé à une perte de 4 989 652$ en 1983-1984.

Principaux événements

Les événements marquant de l'année ont certainement été les modifications à la Loi de REXFOR ainsi que la comparution de son président devant la Commission Parlementaire de l'Économie et du Travail le mardi, 5 juin 1984. Un compte rendu de cet événement se trouve en pages 6 et 7.

Placements

Au niveau de ses placements, REXFOR a participé à plusieurs actions en vue d'améliorer la situation financière des entreprises où elle est impliquée.

Dans Papier Cascades (Cabano) inc., la restructuration financière de l'entreprise, effectuée en vue de lui permettre de faire face aux périodes les plus difficiles du marché du papier à canneler, s'est traduite par la conversion des actions privilégiées

rachetables sur une période de dix ans, en une partie des obligations à remboursements différés détenues par REXFOR dans cette entreprise, soit 2,78$ millions.

Cette restructuration financière comportait également la vente de tous les actifs d'Énerbois inc., filiale à part entière de REXFOR, à Papier Cascades (Cabano) inc. pour un montant de 5 250 000 dollars, ce qui va permettre à l'entreprise de profiter au maximum des économies d'énergie résultant du brûlage des écorces disponibles dans la région périphérique de Cabano.

Rappelons que la construction de cette usine par Énerbois inc. était le résultat d'une demande d'assistance financière de Papier Cascades (Cabano) inc., entreprise où REXFOR détient 30 p. cent des actions ordinaires. Cette entreprise était désireuse de profiter des économies substantielles découlant du brûlage des résidus du bois pour la production de vapeur mais n'était pas en mesure de financer un tel investissement.

En 1980, REXFOR, dont l'un des objectifs est justement de promouvoir une meilleure utilisation de la matière ligneuse, a donc accepté d'intervenir pour permettre à cette entreprise, alors en sérieuses difficultés financières, d'économiser sur la facture énergétique. Il avait d'ailleurs été prévu, qu'après une période de dix ans, les actifs seraient vendus à Papier Cascades (Cabano) inc. comme cela a été fait au cours de l'année qui se termine. Cette transaction a cependant été effectuée avant terme afin de permettre à l'entreprise de profiter pleinement des économies d'énergie et ainsi d'améliorer ses chances de demeurer rentable.

Dans le Témiscamingue, afin de faciliter le refinancement de Tembec inc., REXFOR a accepté de convertir en débentures non-garanties les obligations d'un montant de 4,0$ millions qu'elle détenait dans cette entreprise.

Dans la même région, Scierie Béarn inc., filiale à part entière de REXFOR, a procédé à la vente de sa participation de 50 p. cent dans le capital-actions ordinaires de Temfor inc. à Tembec inc. et a accepté de souscrire au capital-actions privilégiées pour un montant de 725 000$ afin de permettre à cette entreprise d'améliorer ses équipements.

Dans l'est du Québec, la Société REXFOR a investi, par le biais de sa filiale Proforêt ltée, un montant de 6,6$ millions dans l'usine de panneaux de Panval inc., localisée à Sayabec dans la Vallée de la Matapédia. Cette injection de fonds s'est avérée nécessaire pour permettre à l'entreprise de renflouer son fonds de roulement et de poursuivre ses opérations. Lors de cette transaction, REXFOR a porté de 40 p. cent à 49 p. cent sa part de propriété dans cette entreprise.

Exécution de mandats gouvernementaux

Au cours de l'année, REXFOR s'est appliquée à mettre en oeuvre la réalisation du programme de réorganisation du sciage du nord de la Gaspésie et de la région Matane-Matapédia. À cette fin, la Société a versé à sa filiale Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc. des avances de 7,0$ millions afin qu'elle puisse entreprendre des travaux de modernisation des usines de sciage et de faire l'adjonction d'une usine de préparation à Matane qui lui permettent d'effectuer des opérations au cours de l'exercice 1984-1985. Les immobilisations reliées à l'ensemble du projet sont évaluées à plus de 22,0$ millions. Le 27 mars 1985, le Ministre des Finances souscrivait 12 500 000$ au capital-actions de REXFOR pour la réalisation de ce projet.

Il faudrait souligner ici la participation de la Fédération des Caisses Populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles, d'un montant de 1$ million au capital-actions ordinaires de l'entreprise qui aura la responsabilité d'opérer le projet de réorganisation du sciage dans l'est du Québec. Ce projet est d'une grande importance pour la création et le maintien d'environ 1 000 emplois dans cette région. Là encore, REXFOR a tenu à s'associer avec les forces vives du milieu pour promouvoir le développement d'entreprises du secteur forestier.

Rappelons que la nécessité de la construction d'une usine de pâtes ou de papier à Matane constitue l'élément clé de la rentabilité du projet de réorganisation puisque, en effet, dans la conjoncture actuelle, l'absence d'un débouché pour les sous-produits des usines de sciage ainsi que des bois à pâte générés par les coupes affecteront les opérations de Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc. qui ne pourront être alors que partielles, ce qui se traduira par des pertes successives.

Jusqu'à l'été 1984, REXFOR avait été mandatée pour promouvoir le projet de Matane. Cependant, en août 1984, à la demande du Ministre de l'Énergie et des Ressources, REXFOR se retirait du projet de papeterie à Matane pour se consacrer exclusivement au projet de redémarrage de l'usine de Port-Cartier. Ce nouveau mandat nous était confirmé le 3 octobre 1984, par un décret gouvernemental et confiait à REXFOR le soin d'évaluer le projet d'une usine de pâtes ou de papier à Port-Cartier, l'autorisant à engager des dépenses directes jusqu'à concurrence de 500 000$. Vers la fin de mars 1985, REXFOR soumettait un rapport synthèse de ce mandat.

Le 31 octobre 1984, suite à l'annonce du projet de pulperie par la Société générale de financement (SGF) et la Consolidated Bathurst inc., le nouveau projet retenu pour la région de Matane, le gouvernement du Québec acceptait de rembourser les dépenses encourues par la Société REXFOR pour exécuter le mandat qui lui avait été confié pour l'étude d'un projet

d'implantation d'une usine de papier journal à cet endroit. Une somme de 1 750 000$ a été effectivement remboursée à REXFOR.

C'est en 1979 qu'ont débuté différentes études conduites par le ministère de l'Énergie et des Ressources et l'Office de planification et de développement du Québec pour identifier le site le plus favorable à l'implantation d'une papeterie. Matane avait été désignée le meilleur endroit mais des groupes populaires ont fait pression auprès des gouvernements pour que ce projet d'usine soit réalisé dans la Vallée de la Matapédia, soit Causapscal. Toutefois, ce site présentait des inconvénients majeurs au niveau de la protection de l'environnement et engendrait des coûts importants tant au plan des immobilisations qu'au plan des opérations. Aussi, en février 1981, le choix de l'emplacement était ramené à Matane. En septembre 1982, REXFOR présentait aux différents organismes gouvernementaux concernés, un projet visant à la réalisation d'une usine de papier journal à Matane par l'entremise d'une société en commandite. Pour différentes raisons, le projet ne fut pas accepté et fut abandonné quelques mois plus tard.

À l'automne 1983, un nouveau projet fut mis sur pied mais le désistement d'un des partenaires fit de nouveau remettre l'implantation d'une papeterie à Matane à plus tard. Au début de 1984, un nouvel investisseur s'y intéressa fortement mais abandonna le projet au printemps de la même année. Compte tenu de l'opposition manifestée par plusieurs intervenants du secteur des pâtes et papiers à l'implantation d'une nouvelle usine de papier journal et vu le manque d'intérêt des investisseurs, REXFOR décida en avril 1984, d'explorer la possibilité d'une usine pour un produit autre que le papier journal; un produit ne faisant pas concurrence aux producteurs canadiens.

Un type de papier répondant à ce critère fut identifié et REXFOR entreprit aussitôt l'étude de ce nouveau projet qui s'est poursuivi jusqu'en juillet 1984, date où REXFOR et le ministère de l'Énergie et des Ressources réalisèrent que ce nouveau projet venait en compétition avec celui alors en cours pour le redémarrage de l'usine de Port-Cartier. Le projet de SGF et de Consolidated Bathurst inc. prenant forme, le Ministre de l'Énergie et des Ressources demanda à REXFOR de joindre ses efforts au groupe de Port-Cartier.

Au cours de l'année 1984-1985, en plus des projets de Matane et de Port-Cartier, REXFOR a aussi fait la promotion d'une usine de panneaux dans la région de Mont-Laurier. Plus de 300 000$ furent déboursés pour l'exécution d'études de faisabilité en vue de la construction éventuelle d'une usine de panneaux de fibres de densité moyenne, généralement désignée par le vocable MDF. Cet investissement se chiffre à près de 50$ millions.

Les études étant complétées, notre filiale Les Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc. continue ses démarches en vue de s'associer des partenaires privés. Ceux-ci étant difficile à trouver, il se peut que REXFOR ait à procéder sans attendre pour cette mise en oeuvre; une association avec des partenaires privés pourra être faite par la suite.

À la demande du gouvernement du Québec, REXFOR a accepté de se porter garante pour la relance des usines de Produits Forestiers Saguenay limitée, de la municipalité de Sacré-Coeur, d'un emprunt intérimaire à la nouvelle entreprise, la Cie Boisaco inc., pour une somme de 1,25 million. Cet emprunt devait lui permettre de faire l'acquisition des actifs et de relancer la production de bois d'oeuvre.

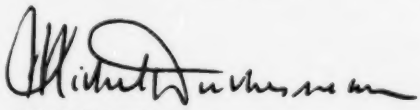
Depuis novembre 1983, le Groupe REXFOR supporte techniquement et financièrement l'entreprise Pulp-Bo-Peck inc. sise dans la région de Shawinigan. Cette entreprise a pour but de récupérer une partie des bois noyés dans la Rivière Saint-Maurice. Cette action, qui s'inscrit dans le cadre des objets de la Loi de REXFOR soit celui de récupérer et d'exploiter toute agglomération de bois en perdition, a entraîné des investissements de près de 200 000$ depuis le début de son intervention en novembre 1983.

Au cours de la saison 1984-1985, le domaine forestier de REXFOR, dans le cadre du mandat qui lui avait été confié par le Ministère de l'Énergie et des Ressources, a fait exécuter par Scierie Deroy inc., à Rivière Saint-Jean sur la Basse Côte-Nord, une coupe de bois de 7 145 mètres cubes pour approvisionner l'usine. Les déboursés encourus dans ce dossier totalisent plus de 250 000$.

Remerciements

Après avoir siégé un peu plus de trois ans au Conseil d'administration de REXFOR, monsieur André C. Sarazin remettait sa démission le 7 février 1985, afin de se consacrer à de nouvelles tâches qu'il avait acceptées dans son milieu social. Au mon de ses collègues du Conseil et en mon nom, je désire le remercier pour la qualité des avis et des recommandations qu'il a su prodiguer pendant tout cette période.

Également, je désire remercier au nom des administrateurs du Conseil d'administration de REXFOR et en mon nom, tous les employés du Groupe REXFOR pour les efforts constants fournis tout au cours de l'année. Les résultats de la Société se sont, en général, améliorés mais beaucoup de travail reste à faire pour qu'ils atteignent un niveau satisfaisant. Je compte à nouveau sur la collaboration de tous pour réaliser une meilleure performance en 1985-1986.



Michel Duchesneau
Juin 1985

REXFOR devant la Commission parlementaire

Une équipe du domaine forestier: Messieurs Benoît Ouellet, Jean-Louis Caron, Pierre Levac, Hugues Michaud et Léo Gagné.

Il faut assurément ranger parmi les événements les plus importants de l'année écoulée la présence de REXFOR devant la Commission parlementaire de l'Économie et du Travail le mardi 5 juin 1984. En effet, pareille rencontre avec les élus n'avait jamais eu lieu depuis la création de la Société.

C'est la présentation du projet de loi 66 qui a suscité la convocation de cette Commission parlementaire. Par ce projet de loi, le législateur proposait d'augmenter le capital-actions de REXFOR de 58 750 000$ à 125 000 000$ portant ainsi le nombre d'actions ordinaires à 100$ chacune de 587 500 à 1 250 000.

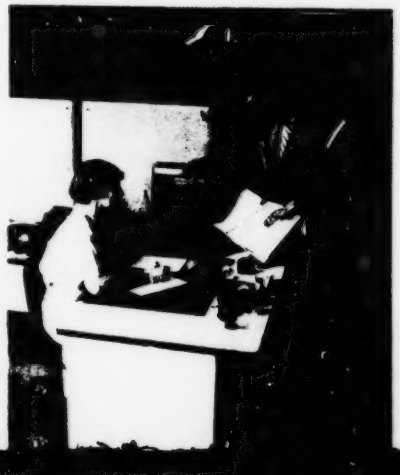
Selon la législation envisagée, ces fonds additionnels devaient permettre à la société d'État de mener à terme divers projets de développement forestier. Parmi ceux-ci, on comptait la réorganisation des activités de sciage en Gaspésie et dans la Vallée de la Matapédia ainsi que la construction d'une papeterie à Matane, une usine de panneaux MDF à Mont-Laurier et une usine de panneaux gaufrés au Témiscamingue.

Le mardi 5 juin 1984, la Commission permanente de l'Économie et du Travail procède donc à l'audition particulière du président et chef de la direction de REXFOR, monsieur Michel Duchesneau. Cette audition porta sur les quatre thèmes suivants:

- l'étude des états financiers de REXFOR
- l'étude des réalisations antérieures de REXFOR
- la mission de REXFOR
- le projet de loi 66 autorisant l'augmentation de capital-actions et les projets futurs de REXFOR.

Le président et chef de la direction, monsieur Michel Duchesneau, fait d'abord l'exposé de la situation actuelle de REXFOR. Il rappelle l'origine de la société d'État, les modifications apportées à sa loi au cours des années, en particulier celle de 1973 qui lui permet de stimuler des projets d'implantation et de voir au développement de l'industrie forestière ainsi que la création d'emplois nouveaux. Monsieur Duchesneau explique en outre aux membres de la Commission de quelle façon REXFOR prévoit utiliser les fonds demandés et fait état des activités de REXFOR au cours des dernières années décrivant l'historique de certains projets et leur évolution dans le contexte économique difficile qui prévaut dans le secteur du bois.

Avant de terminer, le président et chef de la direction de REXFOR fait connaître aux membres de la Commission que REXFOR, conjointement avec le ministère de l'Énergie et des Ressources, a amorcé une réflexion quant aux orientations de la Société. Cette réflexion tient compte de la situation actuelle de la Société, du contexte dans lequel elle évolue et des perspectives d'avenir qui s'offrent dans le secteur forestier québécois.



Les responsable du projet MDF: Messieurs Bernard Charrette et Gérald Gagné, accompagnés de Madame Danielle Dussault.

Cette réflexion s'inspire de deux préoccupations essentielles. D'abord, les projets ou mandats confiés à REXFOR l'ont été souvent à cause de raisons conjoncturelles. Dès lors, il devenait difficile de les intégrer dans un cadre d'ensemble qui aurait pu être plus profitable à la Société et au développement forestier. En deuxième lieu, il convient sûrement de garder en mémoire l'importance d'assurer à REXFOR une base financière solide pour lui permettre d'obtenir les compétences nécessaires et de générer, à l'aide de son portefeuille d'entreprises, les fonds suffisants.

Monsieur Duchesneau rappelle également l'importance économique qu'a, dans notre société, l'industrie forestière; également, il fait part des difficultés qu'aura en particulier l'industrie du sciage dans les prochaines années si elle n'améliore pas sa productivité. Or, à cet égard, REXFOR est en mesure de fournir une contribution non négligeable et soutenue à la recherche, à l'amélioration de la mise en valeur de la forêt, à l'innovation dans les moyens de la transformer et dans les moyens d'accroître les exportations de nos produits. La société REXFOR, en effet, n'a pas été conçue et créée pour être uniquement un dispensateur de subventions ou d'aide financière de dernier recours. La collectivité québécoise, souligne encore monsieur Duchesneau, a besoin de plus que cela, il faut un instrument qui soit en mesure de participer pleinement au développement du secteur forestier en acquérant et en maintenant une compétence certaine dans le domaine.

Lors de l'étude des états financiers, le président de REXFOR explique aussi aux membres de la Commission que la rentabilité de la Société ne peut s'évaluer exactement de la même manière que celle de l'entreprise privée; des critères additionnels doivent être utilisés. En effet, REXFOR a eu, des différents gouvernements, des mandats spécifiques qui l'ont amenée à investir dans des entreprises en difficultés ou encore dans des projets à risques élevés. Dans ces circonstances, il faut accepter que les résultats soient plus aléatoires.

Au cours de cette audition, REXFOR explique le rôle qu'elle a assumé dans la réalisation de certains projets industriels forestiers. Elle a, entre autres, garanti des approvisionnements en bois à F.F. Soucy à Rivière-du-Loup, investi, avec une entreprise allemande, dans une usine de panneau-meuble à Sayabec, dans la Vallée de la Matapédia tout en garantissant les approvisionnements. Dans le même coin du Québec, elle est à regrouper des scieries pour en faire un complexe industriel qui aura des effets économiques importants.

En ce qui a trait à la mission de la Société, le président de REXFOR, monsieur Duchesneau souligne que «le développement du secteur forestier québécois devra demeurer encore pour quelques décennies une préoccupation collective faisant appel donc à tous nos moyens, y compris les moyens publics. C'est dans ce contexte qu'une société telle que REXFOR est en mesure de fournir une contribution non négligeable et soutenue à la recherche, à l'amélioration de la mise en valeur de la forêt, à l'innovation dans les moyens de la transformer et dans les moyens susceptibles d'accroître les exportations de nos produits». Et monsieur Duchesneau d'ajouter: «L'histoire a démontré que la société québécoise pouvait tirer avantage d'un instrument tel que REXFOR, que ce soit pour sa capacité de remplir des mandats gouvernementaux ou, encore, pour la compétence qu'elle a développée autant comme entrepreneur forestier d'appoint que pour son expérience acquise dans les milieux industriels où elle a oeuvré».

Messieurs Roger Morasse, président des filiales Scierie Béarn inc. et Scierie Grand-Remous enr. et André Lamothe, directeur des finances à REXFOR.

La Commission permanente de l'Économie et du Travail a ajourné ses travaux après dix heures de délibération.

D'autre part, le 20 juin 1984 le projet de loi 66 était sanctionné à l'unanimité par l'Assemblée Nationale.

Localisation des entreprises

LOCALISATION	ENTREPRISE	SECTEUR D'ACTIVITÉ
1. Sainte-Foy	**REXFOR** **Lignarex inc.** **Gestion 1195 inc.**	Siège social Mise en marché Gestion d'immeubles
2. Montréal	**Nouveler inc.**	Énergie
3. L'Annonciation	**Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.**	Sciage
4. Mont-Laurier	**Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.**	Sciage, déroulage
5. Mont-Laurier	**REXFOR** Division Mont-Laurier	Opérations forestières
6. Grand-Remous	**Scierie Grand-Remous enr.**	Sciage
7. Témiscaming	**Tembec inc.**	Pâtes
8. Fabre	**Cèdre Fabre inc.**	Bardeaux de cèdre
9. Béarn	**Scierie Béarn inc.**	Sciage
10. Baie-Comeau	**Scierie des Outardes enr.**	Sciage
11. Baie-Comeau	**REXFOR** Division Hauterive	Opérations forestières
12. Grande-Vallée	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Chic-Chocs	Sciage
13. Marsoui	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Marsoui	Sciage
14. Matane	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Matabois	Sciage
15. Matane	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Centre de préparation du bois	Préparation du bois
16. Saint-Léon-Le-Grand	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Le Grand	Sciage
17. Lac-au-Saumon	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Lac-au-Saumon	Sciage
18. Sayabec	**Panval inc.**	Panneaux-meubles
19. Rivière-du-Loup	**F.F. Soucy inc. et Associés**	Papier journal
20. Cabano	**Papier Cascades (Cabano) inc.**	Carton
21. Sainte-Foy	**Énerbois inc.**	Énergie
22. Saint-Jean-Port-Joli	**REXFOR** Division Appalaches	Opérations forestières

États financiers consolidés
de l'exercice terminé le 31 mars 1985

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan consolidé de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR au 31 mars 1985 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 5 juin 1985

Rexfor (L.R.Q., chapitre S-12)
Bilan consolidé au 31 mars 1985

ACTIF	1985	1984
À COURT TERME	$	$
Encaisse et dépôts à terme	—	1 532 553
Débiteurs et intérêts courus	19 525 545	17 128 128
Subventions à recevoir	6 460 618	213 639
Stocks (note 4)	26 296 815	20 627 125
Frais payés d'avance	612 567	856 880
Capital-actions souscrit à recevoir (note 10)	12 500 000	—
Versements à recevoir sur placements (note 5)	1 175 913	1 178 060
	66 571 458	41 536 385
SUBVENTIONS À RECEVOIR	45 390	163 658
PLACEMENTS (note 5)	53 631 524	39 364 282
IMMOBILISATIONS (note 6)	34 373 317	34 146 923
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (note 7)	3 659 928	4 689 187
	158 281 617	119 900 435

Pour le Conseil d'administration

MICHEL DUCHESNEAU

JEAN-LOUIS VERRETTE

PASSIF	1985	1984
	$	$
À COURT TERME		
Découvert bancaire	1 604 739	—
Avances bancaires (note 8)	25 000 223	9 949 354
Créditeurs et frais courus	10 946 262	10 506 140
Revenu reporté	130 850	99 638
Versements sur la dette à long terme (note 9)	1 854 171	1 317 056
	39 536 245	21 872 188
DETTE À LONG TERME (note 9)	35 599 415	29 777 669
	75 135 660	51 649 857
AIDE GOUVERNEMENTALE REPORTÉE	360 000	—
PARTICIPATIONS MINORITAIRES	1 046 983	36 452
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
CAPITAL-ACTIONS (note 10)		
Autorisé:		
1 250 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune		
Souscrit		
Émis et payé:		
592 500 actions	59 250 000	58 750 000
À recevoir:		
125 000 actions	12 500 000	—
	71 750 000	58 750 000
SURPLUS D'APPORT (note 11)	4 926 567	4 926 567
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	5 062 407	4 537 559
	81 738 974	68 214 126
	158 281 617	119 900 435

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 16)

Rexfor
Bénéfices non répartis consolidés de l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
	$	$
SOLDE AU DÉBUT	4 537 559	8 182 339
Bénéfice net (perte nette)	524 848	(4 989 652)
Virement de l'excédent amorti de la valeur d'expertise des immobilisations d'une filiale sur le coût net	—	1 344 872
SOLDE À LA FIN	5 062 407	4 537 559

Rexfor
Résultats consolidés de l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
	$	$
REVENUS DES OPÉRATIONS	132 030 715	85 228 440
COÛT DES OPÉRATIONS	127 481 015	79 126 551
BÉNÉFICE BRUT	4 549 700	6 101 889
Frais de vente et d'administration	10 256 203	10 501 546
Frais financiers (note 12)	4 623 458	2 678 856
Revenus de placements (note 13)	(2 745 231)	(1 370 150)
Revenus divers	(1 087 933)	(718 711)
	11 046 497	11 091 541
PERTE COMPTE NON TENU DU POSTE EXCEPTIONNEL ET DU POSTE EXTRAORDINAIRE	(6 496 797)	(4 989 652)
POSTE EXCEPTIONNEL		
Gain sur disposition de toutes les immobilisations d'une filiale	3 238 070	—
PERTE COMPTE NON TENU DU POSTE EXTRAORDINAIRE	(3 258 727)	(4 989 652)
POSTE EXTRAORDINAIRE (note 14)	3 783 575	—
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	524 848	(4 989 652)

Rexfor
Évolution de la situation financière consolidée de l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
	$	$
PROVENANCE DES FONDS		
Fonds générés par les opérations (note 15)	—	559 169
Capital-actions (note 10)	13 000 000	—
Subventions relatives à l'acquisition d'immobilisations et à la création d'emplois	8 242 536	213 639
Dettes à long terme		
Avances du gouvernement du Québec	1 500 000	3 700 000
Autres dettes à long terme	6 137 322	11 378 245
Produit des dispositions d'immobilisations	6 018 935	887 665
Réalisation de placements	3 533 683	3 487 107
Autres éléments d'actif	2 113 575	211 524
Accroissement des participations minoritaires	1 000 000	—
Montants encaissés en excédent du revenu de participation dans une société en commandite	—	475 219
	41 546 051	20 912 568
UTILISATION DES FONDS		
Fonds absorbés par les opérations (note 15)	1 619 558	—
Acquisition d'immobilisations	14 748 845	4 599 037
Acquisition de placements	14 232 638	10 814 907
Dettes à long terme	1 805 756	3 890 408
Autres éléments d'actif	1 768 238	1 362 195
Acquisition d'une filiale	—	736 632
	34 175 035	21 403 179
AUGMENTATION (DIMINUTION) DU FONDS DE ROULEMENT	7 371 016	(490 611)
FONDS DE ROULEMENT AU DÉBUT	19 664 197	20 154 808
FONDS DE ROULEMENT À LA FIN	27 035 213	19 664 197

Rexfor
Notes complémentaires 31 mars 1985

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR est une compagnie à fonds social dont toutes les actions sont détenues par le gouvernement du Québec. Selon sa loi constitutive, elle a pour objets:

- de récupérer et d'exploiter toute agglomération de bois du domaine public que lui désigne le gouvernement et d'exécuter ou diriger les recherches nécessaires à ces fins;
- de revaloriser, par toute mesure sylvicole appropriée, de conserver et de protéger les forêts et les terrains à vocation forestière qui lui sont indiqués par le gouvernement;
- de stimuler l'implantation et le développement de l'industrie forestière ainsi que la création d'emplois nouveaux.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de REXFOR ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de REXFOR, ceux de ses filiales ainsi que la quote-part de chacun des éléments de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses des entreprises en participation.

Filiales en propriété exclusive:

Scierie Béarn Inc. et sa filiale
Proforêt Inc. et sa filiale
Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.
Énerbois Inc.
Gestion 1195 Inc.
Les Entreprises Matabois Ltée
2168-3768 Québec Inc.

Autre filiale:

Lignarex Inc. (participation 77 %)

Entreprises en participation:

Scierie des Outardes Enr.
Scierie Grand Remous Enr.

Stocks

Les stocks de bois, de fournitures et de carburant sont évalués au moindre du coût, selon la méthode de l'épuisement successif ou du coût moyen, et de la valeur de réalisation nette ou de la valeur de remplacement.

Le coût comprend la matière première, la main-d'oeuvre directe et les frais généraux de fabrication déduction faite, le cas échéant, de la valeur nette de réalisation des sous-produits.

Placements

REXFOR comptabilise ses placements à la valeur de consolidation lorsque sa participation dans les titres comportant droit de vote d'une compagnie émettrice est d'au moins 20% et d'au plus 50% dans la mesure où elle exerce à l'égard de cette compagnie satellite une influence sensible sur les décisions financières et administratives.

La participation dans une société en commandite est comptabilisée également à la valeur de consolidation.

Les autres placements sont comptabilisés à la valeur d'acquisition diminuée de toute moins-value de nature permanente. La provision pour perte éventuelle sur prêts et avances est établie selon la méthode de l'analyse des cas spécifiques.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Le coût des immobilisations construites par REXFOR pour son propre usage comprend les matériaux, la main-d'oeuvre directe, une part des frais généraux et les frais financiers engagés durant la construction. Les subventions relatives à l'acquisition d'immobilisations sont déduites de leur coût.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire. Les taux annuels suivants sont utilisés et varient selon la vie utile des biens. Cependant, durant la fermeture temporaire d'usines ou de divisions forestières, les immobilisations reliées directement à la production ne sont pas amorties.

	Taux
Aménagements de terrains	de 2,50 % à 10,00 %
*Chemins en forêt	de 10,00 % à 33,33 %
Bâtisses et camps en forêt	de 2,50 % à 33,33 %
Machinerie et équipement	de 6,67 % à 20,00 %
Équipement informatique	20,00 %
Matériel roulant	de 10,00 % à 33,33 %

* Certaines filiales amortissent les chemins en forêt en fonction du volume coupé dans l'année par rapport au volume total à couper.

Autres éléments d'actif

L'amortissement des frais de démarrage, de premier établissement et de développement des logiciels informatiques est calculé selon la méthode linéaire au taux de 20 %. Les frais préliminaires reliés à l'étude des différents projets sont différés pour ensuite être soit imputés aux opérations ou capitalisés selon les résultats de ces études.

L'excédent du prix d'achat des actions sur la valeur comptable de l'actif net acquis est amorti aux résultats sur une période de 20 ans.

Les terrains, bâtisses, machinerie et équipement destinés à la revente sont évalués au moindre du coût amorti ou de la valeur nette de réalisation.

Conversion en devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens selon le cours en vigueur à la date du bilan. Les gains ou pertes non réalisés sur le change étranger sont imputés aux opérations de l'exercice.

3. CONSOLIDATION PROPORTIONNELLE DES ENTREPRISES EN PARTICIPATION

Au 31 mars 1985, la quote-part de chacun des éléments de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses des entreprises en participation Scierie des Outardes Enr. et Scierie Grand Remous Enr. comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, se compose comme suit:

	1985	1984
	$	$
Actif	24 206 545	24 648 180
Passif	21 223 151	19 114 097
Revenus	34 641 221	17 850 057
Dépenses	37 191 909	21 105 431

4. STOCKS

	1985	1984
	$	$
Bois en grume	14 556 143	10 459 787
Bois d'oeuvre	5 590 077	6 765 765
Autres bois	4 672 705	1 892 378
Fournitures et carburant	1 477 890	1 509 195
	26 296 815	20 627 125

5. PLACEMENTS

	1985	1984
	$	$
■ À la valeur de consolidation		
Participation dans une société en commandite	3 000 000	3 000 000
Quote-part dans les bénéfices non répartis depuis la date d'acquisition	1 153 802	957 079
	4 153 802	3 957 079
Participation dans des compagnies satellites (b)	21 294 271	2 023 002
Quote-part dans les bénéfices non répartis (pertes accumulées) depuis la date d'acquisition	3 166 864	(2 023 002)
	24 461 135	—
	28 614 937	3 957 079
■ À la valeur d'acquisition (b)		
Actions ordinaires (a), (b)	6 355 203	6 880 204
Actions privilégiées	—	1 266 771
Prêts hypothécaires	3 461 329	660 437
Obligations et débentures	7 052 455	14 496 199
Prêts et avances		
avec intérêts	540 987	8 338 838
sans intérêt	6 862 884	5 000 000
Dépôts à terme (c)	2 000 000	—
Autres	39 586	39 586
	26 312 444	36 682 035

5. PLACEMENTS (suite)

	1985	1984
	$	$
Versements à recevoir au cours du prochain exercice	1 175 913	1 178 060
	25 136 531	35 503 975
Provision pour perte éventuelle sur prêts et avances	119 944	96 772
	25 016 587	35 407 203
	53 631 524	39 364 282

a) De ce montant, 4 930 203 $ aux 31 mars 1985 et 1984, représentent des actions inscrites à la Bourse dont la valeur du marché au 31 mars 1985 est de 4 775 076 $ (6 214 140 $ au 31 mars 1984). Selon les états financiers non vérifiés de cette entreprise, la valeur aux livres est de 9 000 691 $ au 31 mars 1985 (8 124 170 $ au 31 mars 1984).

b) Au 31 mars 1984, un placement d'une filiale en propriété exclusive avait été comptabilisé comme une participation dans une compagnie satellite malgré que REXFOR n'était pas en mesure d'exercer une influence sensible sur les décisions financières et administratives de cette compagnie. REXFOR a reclassifié ce placement comme une participation à la valeur d'acquisition en vue de se conformer à ses conventions comptables. Conséquemment, cette participation inscrite comme un placement dans une compagnie satellite pour un montant de 1 $ est alors présentée à la valeur d'acquisition dévaluée d'un montant de 1 411 999 $ pour le ramener au même montant de 1 $.
Cette reclassification n'a aucune incidence sur les états financiers des exercices antérieurs. Toutefois, cette compagnie est devenue satellite le 17 novembre 1984 en raison du fait que REXFOR est en mesure d'exercer depuis cette date, une influence sensible sur les décisions financières et administratives de cette compagnie.

c) Dépôts à terme d'une filiale donnés en garantie de lettres de crédit bancaires irrévocables émises pour une période de cinq ans aux fins de cautionner sa compagnie satellite.

6. IMMOBILISATIONS

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains et aménagements	1 896 317	107 532	1 788 785	1 579 559
Chemins en forêt	6 793 636	1 465 380	5 328 256	3 395 650
Bâtisses et camps en forêt	14 806 374	4 175 883	10 630 491	10 876 889
Machinerie et équipement	27 084 079	9 871 354	17 212 725	18 975 037
Équipement informatique	848 165	228 547	619 618	418 466
Matériel roulant	6 084 444	4 112 226	1 972 218	2 503 477
Construction en cours	8 223 769	—	8 223 769	—
	65 736 784	19 960 922	45 775 862	37 749 078
Immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition:				
Équipement informatique	100 902	70 630	30 272	50 452
Matériel roulant	277 015	16 514	260 501	—
	66 114 701	20 048 066	46 066 635	37 799 530
Subventions gouvernementales	13 152 700	1 459 382	11 693 318	3 652 607
	52 962 001	18 588 684	34 373 317	34 146 923

7. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	1985	1984
	$	$
Excédent du prix d'achat des actions sur la valeur comptable de l'actif net acquis — au coût amorti	437 406	460 734
Frais de démarrage et de premier établissement — au coût amorti	694 622	676 140
Coût des études relié aux projets d'investissement	783 414	2 268 325
Terrains, bâtisses, machinerie et équipement destinés à la revente	284 375	381 950
Frais de développement des logiciels informatiques — au coût amorti	755 354	660 250
Dépôt — Commission de la santé et de la sécurité du travail	529 139	60 000
Autres	175 618	181 788
	3 659 928	4 689 187

8. AVANCES BANCAIRES

Des comptes débiteurs et des stocks sont donnés en garantie de certaines avances bancaires.

9. DETTE À LONG TERME

	1985	1984
	$	$
Rexfor		
Avances du gouvernement du Québec:		
• Sans intérêt pour le financement de l'accord intervenu le 17 août 1971 avec Les Industries I.T.T. du Canada Ltée, remboursable entre les années 1997 et 2000: Solde des avances au montant de 13 680 000 $, à la valeur actualisée au taux de 11,5 % l'an	2 977 967	2 670 822
• Sans intérêt, concernant Nouveler Inc., remboursable pendant 10 ans à compter de la 7e année suivant le versement de l'avance, le 1er remboursement étant dû en 1988	6 500 000	5 000 000
Scierie Béarn Inc.		
• Emprunt, taux d'intérêt variable, remboursable par deux versements de 1 500 000 $ chacun en 1990 et en 1995.	1 100 000	—
• Emprunt, taux d'intérêt variable, remboursable par versements de 1 500 000 $ en 1990 et en 1995	3 000 000	—
Gestion 1195 Inc.		
• Emprunts hypothécaires, 11¼ %, remboursables par versements mensuels de 22 359 $ comprenant capital et intérêts, échéant le 1er septembre 1990	2 113 533	2 137 825
Énerbois Inc.		
• Acceptation bancaire, 10,60 %, remboursable par versements annuels minimaux de 300 000 $, calculés en fonction d'un amortissement de 10 ans, échéant en 1986	1 400 000	1 700 000
Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.		
• Emprunt, taux d'intérêt variable, remboursable par versements mensuels de 18 518 $, à compter du 1er septembre 1984, garanti par une obligation de première hypothèque, échéant en 1993	1 870 370	2 000 000
• Emprunt, taux d'intérêt variable, remboursable par versements mensuels de 5 618 $ à compter du 1er avril 1986, garanti par une obligation de première hypothèque, échéant en 1993	500 000	—
Scierie des Outardes Enr.		
• Emprunts bancaires, taux d'intérêt variable, remboursables par versements mensuels de 92 340 $ à compter d'avril 1987, échéant en 1993	7 200 000	7 200 000
Scierie Grand Remous Enr.		
• Emprunt, taux d'intérêt variable, remboursable par versements trimestriels de 150 000 $ à compter de novembre 1984, échéant en 1991	3 300 000	3 600 000
Proforêt Inc.		
• Emprunt à demande, 11¼%, remboursable selon des modalités à établir en 1985	3 000 000	3 000 000
• Emprunt, taux préférentiel bancaire plus ½ %, remboursable selon des modalités à établir en 1985, garanti par une obligation hypothécaire et par un nantissement commercial sur les équipements	1 800 000	—
Les Entreprises Matabois Ltée		
• Emprunt garanti par une obligation hypothécaire de premier rang et un nantissement commercial, taux préférentiel bancaire plus 1 %, sans modalité de remboursement	—	1 800 000
Autres	2 691 716	1 986 078
	37 453 586	31 094 725
Versements échéant au cours du prochain exercice	1 854 171	1 317 056
	35 599 415	29 777 669

9. DETTE À LONG TERME (suite)

Certains actifs sont donnés en garantie des dettes bancaires.

Les remboursements de capital à prévoir au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

1985-1986 — 1 854 171 $, 1986-1987 — 1 923 036 $, 1987-1988 — 2 608 695 $, 1988-1989 — 2 782 230 $, 1989-1990 — 2 810 127 $.

10. CAPITAL-ACTIONS

Le 20 juin 1984, le capital-actions autorisé de REXFOR a été augmenté de 66 250 000 $ pour le porter de 58 750 000 $ à 125 000 000 $. Au cours de l'exercice, la Société a reçu 500 000 $ en paiement de 5 000 actions portant son capital-actions émis et payé à 59 250 000 $.

Au cours du prochain exercice, le ministre des Finances paiera à la Société la souscription à recevoir de 12 500 000 $ pour l'achat de 125 000 actions, portant le capital-actions émis et payé à 71 750 000 $ au 31 mars 1986. Le solde du capital-actions autorisé et non souscrit, soit 53 250 000 $, sera payé en un ou plusieurs versements avec l'approbation préalable du gouvernement aux conditions qu'il déterminera.

11. SURPLUS D'APPORT

Le surplus d'apport représente essentiellement l'annulation, le 20 juin 1973, d'avances consenties par le gouvernement du Québec.

12. FRAIS FINANCIERS

	1985	1984
	$	$
Intérêts sur la dette à long terme	2 789 266	1 785 452
Autres intérêts	1 834 192	893 404
	4 623 458	2 678 856

13. REVENUS DE PLACEMENTS

	1985	1984
	$	$
Intérêts sur dépôts à terme	140 022	698 592
Intérêts sur prêts, avances et obligations	1 738 233	2 018 287
Quote-part dans les bénéfices (pertes) avant poste extraordinaire d'une société en commandite et des compagnies satellites	961 202	76 404
	2 839 457	2 793 283
Radiation de placements	71 055	—
Augmentation de la provision pour perte éventuelle sur prêts et avances	23 171	11 134
Dévaluation d'un placement à la valeur d'acquisition	—	1 411 999
	2 745 231	1 370 150

14. POSTE EXTRAORDINAIRE

Le 11 décembre 1984, une compagnie satellite d'une filiale en propriété exclusive de Rexfor, a disposé d'un actif incorporel pour le prix de 10 000 000 $ représenté par un billet, portant intérêt au taux préférentiel bancaire moins 1½% et garanti par une lettre de crédit bancaire. L'encaissement du billet de 10 000 000 $ et des intérêts courus est sujet à la réalisation de certaines conditions. La compagnie satellite s'est portée garante de la réalisation de la transaction et à cette fin, a garanti jusqu'à concurrence de 2 000 000 $, la lettre de crédit bancaire irrévocable émise en faveur de l'acheteur pour une période de cinq ans.

		$
Quote-part de 49% de Rexfor dans la vente d'un actif incorporel		4 900 000
Moins:		
Frais afférents à la transaction	229 309	
Impôts sur le revenu reportés	887 116	1 116 425
Profit sur disposition		3 783 575

15. FONDS GÉNÉRÉS (ABSORBÉS) PAR LES OPÉRATIONS

	1985	1984
	$	$
Perte compte non tenu du poste extraordinaire	(3 258 727)	(4 989 652)
Éléments ne modifiant pas le fonds de roulement		
Amortissement des immobilisations	4 235 665	3 473 286
Profit sur dispositions d'immobilisations	(3 378 645)	(14 615)
Participation dans les pertes de compagnies satellites	696 301	809 887
Amortissement des autres éléments d'actif	415 048	514 608
Amortissement de l'escompte sur obligations	(315 970)	(221 497)
Autres éléments d'actif	149 791	—
Revenu de participation dans une société en commandite en excédent du montant encaissé	(196 723)	—
Augmentation de la provision pour perte éventuelle sur les placements	23 171	11 134
Participations minoritaires	10 531	—
Revenus capitalisés aux placements	—	(435 981)
Dévaluation de placement	—	1 411 999
Fonds générés (absorbés) par les opérations	(1 619 558)	559 169

16. ENGAGEMENTS ET EVENTUALITÉS

- En vertu de conventions, REXFOR s'est portée caution des obligations de Proforêt Inc., filiale en propriété exclusive, de combler 49% du déficit d'exploitation de sa compagnie satellite Panval Inc. pour les périodes se terminant les 30 juin 1985 et 1986 par une souscription additionnelle au capital-actions ou par des prêts ou avances. Le déficit d'exploitation décrit dans la convention de garantie comme étant l'addition des fonds absorbés par les opérations et du montant des échéances à court terme de la dette à long terme, s'élève à 7,8 millions $, selon les états financiers vérifiés de Panval Inc. au 31 mars 1985.

  De plus, REXFOR s'est portée caution d'un engagement de 51% de même nature pris par l'autre partenaire.

- REXFOR est poursuivie conjointement et solidairement avec une de ses filiales pour un montant de 2,6 millions $ pour dommage relativement au retrait de son offre d'achat des actifs d'un groupe d'entreprises.

- REXFOR a reçu une réclamation par action judiciaire de 1,4 million $ d'un entrepreneur relativement à des travaux de nettoyage de débris exécutés au bief d'amont de la rivière Outardes II.

- Une filiale s'est engagée dans la construction d'une usine de transformation du bois et la rénovation de certaines installations acquises au cours de l'exercice. Au 31 mars 1985, la valeur des engagements relatifs à ces travaux se chiffre à près de 15 200 000 $ dont 8 224 000 $ ont été exécutés et comptabilisés.

- Le revenu extraordinaire de 3 783 573 $ provenant de la disposition d'un actif incorporel dont la transaction est mentionnée à la note 14 est sujet à la réalisation de certaines conditions à courir sur une période de cinq ans. Advenant que ces conditions ne pourraient être réalisées, ce revenu extraordinaire pourrait être réduit pour un montant équivalent. De plus, relativement à cette transaction, une filiale de Rexfor s'est portée garante pour sa compagnie satellite envers l'acquéreur de cet actif pour un montant n'excédant pas 2 000 000 $ par une lettre de crédit bancaire irrévocable pour une période de cinq ans.

17. AVANTAGE FISCAL ÉVENTUEL

- Une filiale dispose de 2 261 935 $ d'un crédit d'impôt fédéral à l'investissement non comptabilisé à valoir jusqu'en 1992 contre ses impôts futurs. Les crédits d'impôts seront inscrits au titre de crédits reportés au cours de l'exercice où la filiale s'en prévaudra.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, REXFOR et ses filiales a conclu des transactions dans le cours normal des opérations avec ses compagnies satellites. Ces transactions entre apparentées se détaillent comme suit: Les ventes totalisent environ 8 574 000 $, le coût des ventes 940 000 $, les autres revenus 350 000 $, les revenus de placements 857 000 $ et le poste exceptionnel provenant de la vente d'une usine de 3 238 070 $.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1984 ont été reclassés de façon à rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 1985 et pour donner effet au reclassement dans la présentation d'un placement mentionné dans la note 5 (b) ci-dessus.

Sommaire des placements et des revenus de placements au 31 mars

PLACEMENTS AU COÛT

FILIALES	% de participation	1985 $	1984 $
Scierie Béarn inc.			
Actions ordinaires	100	100	100
Actions privilégiées	100	1 000 000	1 000 000
Prêt	—	1 060 000	2 800 000
Proforêt inc.			
Actions ordinaires	100	4 525 000	4 335 000
Actions privilégiées	100	7 490 000	7 490 000
Prêt	—	11 150 549	490 835
Gestion 1195 inc.			
Actions ordinaires	100	500 000	500 000
Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.			
Actions ordinaires	100	6 348 250	6 348 250
Énerbois inc.			
Actions ordinaires	100	500 000	500 000
Lignarex inc.			
Participations	77	—	—
Prêt	—	—	560 185
Les Entreprises Matabois ltée			
Actions ordinaires	100	717 505	267 505
Actions privilégiées	—	1 000 000	1 000 000
Les Bois de l'Est du Québec inc.			
Actions ordinaires	100	1 616 000	1 616 000
Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.			
Prêt	—	7 655 904	—
SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION			
Scierie des Outardes enr.			
Capital	60	16 515 323	14 211 000
Prêts et intérêts courus	—	—	2 304 323
Scierie Grand Remous enr.			
Capital	60	3 000 000	3 000 000
Quote-part accumulée des bénéfices (pertes) des filiales et des sociétés en participations		(17 625 077)	(19 426 024)
		45 453 554	26 997 174
AUTRES PLACEMENTS			
Participations dans des compagnies satellites		24 461 135	—
Actions ordinaires		6 355 203	6 880 204
Actions privilégiées		—	1 266 771
Prêts hypothécaires		3 461 329	660 437
Obligations		7 052 455	14 496 199
Prêts, avances et divers		13 477 315	17 238 731
Versements à recevoir au cours du prochain exercice		(1 175 913)	(1 178 060)
Intérêts sur dépôts à terme		—	—
		99 085 078	66 361 456
Éliminations des transactions entre les entreprises faisant l'objet de la consolidation		45 453 554	(26 997 174)
		53 631 524	39 364 282

REVENUS DE PLACEMENTS

FILIALES	1985 Quote-part des bénéfices (pertes)	1985 Intérêts et dividendes	1985 Total	1984 Quote-part des bénéfices (pertes)	1984 Intérêts et dividendes	1984 Total
	$	$	$	$	$	$
Scierie Béarn inc.						
Actions ordinaires	(527 540)	—	(527 540)	120 484	—	120 484
Actions privilégiées	—	—	—	—	—	—
Prêt	—	312 122	312 122	—	309 991	309 991
Proforêt inc.						
Actions ordinaires	2 897 538	—	2 897 538	(2 592 955)	—	(2 592 955)
Actions privilégiées	—	—	—	—	—	—
Prêt	—	—	—	—	87 043	87 043
Gestion 1195 inc.						
Actions ordinaires	90 656	—	90 656	105 613	—	105 613
Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.						
Actions ordinaires	(1 097 267)	—	(1 097 267)	(704 104)	—	(704 104)
Énerbois inc.						
Actions ordinaires	4 262 049	—	4 262 049	1 060 358	—	1 060 358
Lignarex inc.						
Participations	10 970	—	10 970	—	—	—
Prêt	—	27 997	27 997	—	64 292	64 292
Les Entreprises Matabois ltée						
Actions ordinaires	(583 096)	—	(583 096)	(299 653)	—	(299 653)
Actions privilégiées	—	—	—	—	—	—
Les Bois de l'Est du Québec inc.						
Actions ordinaires	—	—	—	—	—	—
Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.						
Prêt	—	—	—	—	—	—
SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION						
Scierie des Outardes enr.						
Capital	(2 306 854)	—	(2 306 854)	(2 317 789)	—	(2 317 789)
Prêts et intérêts courus	—	—	—	—	—	—
Scierie Grand Remous enr.						
Capital	(945 541)	—	(945 541)	(937 586)	—	(937 586)
	1 800 915	340 119	2 141 034	(5 565 632)	461 326	(5 104 306)
AUTRES PLACEMENTS						
Compagnies satellites	(696 301)	183 669	(512 632)	—	—	—
Actions ordinaires	—	—	—	(1 411 999)	—	—
Actions privilégiées	—	—	—	—	—	—
Prêts hypothécaires	—	—	—	—	50 670	50 670
Obligations	—	572 113	572 113	—	829 242	829 242
Prêts, avances et divers	1 657 503	949 771	2 607 274	76 404	1 127 241	(208 354)
Versements à recevoir au cours du prochain exercice	—	—	—	—	—	—
Intérêts sur dépôts à terme	—	140 022	140 022	—	698 592	698 592
	2 762 117	2 185 694	4 947 811	(6 901 227)	3 167 071	(3 734 156)
Éliminations des transactions entre les entreprises faisant l'objet de la consolidation	(1 800 915)	(401 665)	(2 202 580)	5 565 632	(461 326)	5 104 306
	961 202	1 784 029	2 745 231	(1 335 595)	2 705 745	1 370 150

Les filiales

Énerbois inc.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	3 083	2 202
Passif à court terme	302	877
Fonds de roulement	2 781	1 325
Placements	4 625	—
Immobilisations	—	2 119
	7 406	3 444
Dette à long terme	1 100	1 400
Avoir de l'actionnaire	6 306	2 044
	7 406	3 444

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Revenus	1 703	2 684
Coût de production	942	1 451
Bénéfice brut	761	1 233
Frais généraux	210	249
	551	984
Revenus de placements	473	76
Profit sur dispositions de toutes les immobilisations	3 238	—
Bénéfice net	4 262	1 060

Lignarex inc.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	6 385	5 552
Passif à court terme	6 320	5 078
Fonds de roulement	65	474
Immobilisations	74	52
Autres éléments d'actif	50	70
	189	596
Dette à long terme	—	560
Avoir de l'actionnaire	189	36
	189	596

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	64 405	25 117
Coût des ventes	62 157	23 819
Bénéfice brut	2 248	1 298
Frais généraux	2 097	1 288
Bénéfice net (Perte nette)	151	10

Scierie Béarn inc.

BILAN SOMMAIRE CONSOLIDÉ ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	7 197	5 789
Passif à court terme	4 584	4 013
Fonds de roulement	2 613	1 776
Placements	598	578
Immobilisations	9 192	7 133
	12 403	9 487
Dette à long terme	5 714	3 099
Subventions reportées	2 027	1 197
Avoir de l'actionnaire	4 662	5 191
	12 403	9 487

RÉSULTATS SOMMAIRES CONSOLIDÉS ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	18 385	19 914
Coût des ventes	16 760	17 372
Bénéfice brut	1 625	2 542
Frais généraux	2 107	1 728
	(482)	814
Autres revenus	39	34
Bénéfice (perte) d'opérations avant participation	(443)	848
Participations	(84)	(728)
Bénéfice net (Perte nette)	(527)	120

Gestion 1195 inc.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	339	218
Passif à court terme	4	3
Fonds de roulement	335	215
Immobilisations	2 691	2 828
Frais reportés	8	25
	3 034	3 068
Dette à long terme	2 313	2 438
Avoir de l'actionnaire	721	630
	3 034	3 068

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Revenus	774	799
Frais généraux	553	693
Bénéfice net	221	106

Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	3 690	3 041
Passif à court terme	3 320	1 268
Fonds de roulement	370	1 773
Immobilisations	3 096	2 514
Autres éléments d'actif	59	58
	3 525	4 345
Dette à long terme	2 191	1 914
Avoir de l'actionnaire	1 334	2 431
	3 525	4 345

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	7 792	10 619
Coût des ventes	7 095	9 835
Bénéfice brut	697	784
Frais généraux	1 794	1 474
Perte nette avant postes extraordinaires	(1 097)	(690)
Profit sur ventes de la participation dans Scierie Grand Remous enr.	—	1 374
Bénéfice net (Perte nette)	(1 097)	684

Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	11 419	—
Passif à court terme	9 313	—
Fonds de roulement	2 106	—
Placements	487	160
Immobilisations	15 086	4 456
Autres éléments d'actif	267	—
	17 946	4 616
Dette à long terme	8 176	3 000
Subventions reportées	7 770	—
Avoir de l'actionnaire	2 000	1 616
	17 946	4 616

Scierie Grand Remous enr.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	5 656	5 194
Passif à court terme	7 546	5 246
Fonds de roulement déficitaire	(1 890)	(52)
Immobilisations	5 549	6 071
Autres éléments d'actif	542	738
	4 201	6 757
Dette à long terme	4 553	5 557
Subvention reportée	341	384
Capital des associés (insuffisance)	(693)	816
	4 201	6 757

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	15 441	4 545
Coût des ventes	14 720	4 616
Bénéfice brut (Perte brute)	721	(71)
Frais généraux	2 231	1 492
Perte nette	(1 510)	(1 563)

Les Entreprises Matabois ltée

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	—	1 800
Passif à court terme	126	1 780
Fonds de roulement (déficitaire)	(126)	20
Placements	500	—
Immobilisations	—	2 248
Autres éléments d'actif	—	58
	374	2 326
Dette à long terme	—	1 842
Avoir de l'actionnaire	374	484
	374	2 326

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	4 416	2 373
Coût des ventes	4 356	2 327
Bénéfice brut	60	46
Frais généraux	619	562
Perte nette	(559)	(516)

Proforêt inc.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	607	1 803
Passif à court terme	1 569	1 793
Fonds de roulement (déficitaire)	(962)	10
Placements	22 348	6 492
Autres éléments d'actif	67	100
	21 453	6 602
Dette à long terme	13 651	491
Avoir de l'actionnaire	7 802	6 111
	21 453	6 602

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	4 236	9 043
Coût des ventes	4 005	9 836
Bénéfice brut (Perte brute)	231	(793)
Frais généraux	867	1 800
Perte nette avant participations	(636)	(2 593)
Participations et dévaluation d'un placement	(932)	(1 412)
Perte nette avant postes extraordinaires	(1 568)	(4 005)
Postes extraordinaires	3 784	—
Bénéfice net (Perte nette)	2 216	(4 005)

Scierie des Outardes enr.

BILAN SOMMAIRE ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Actif à court terme	14 890	14 414
Passif à court terme	10 773	9 224
Fonds de roulement	4 117	5 190
Placements	238	307
Immobilisations	14 471	15 595
Autres éléments d'actif	2 758	2 271
	21 584	23 363
Dette à long terme	12 500	12 000
Subvention reportée	3 419	2 958
Capital	5 665	8 405
	21 584	23 363

RÉSULTATS SOMMAIRES ('000 $)

31 MARS	1985	1984
Ventes nettes	38 693	20 578
Coût des ventes	37 937	20 629
Bénéfice brut (Perte brute)	756	(51)
Frais généraux	3 497	3 812
Perte nette	(2 741)	(3 863)

Statistiques des cinq dernières années

Exercice terminé le 31 mars ('000 $)

	1985	1984	1983	1982	1981
EXPLOITATION					
Revenus des opérations	132 031	85 228	50 772	56 750	43 267
Revenus de placements	2 745	1 370	5 633	7 194	7 458
Intérêts sur la dette à long terme	2 789	1 785	1 791	888	332
Amortissements des immobilisations et des autres éléments d'actif	4 651	3 988	2 488	3 463	2 841
Bénéfice net (perte nette) compte non tenu des postes extraordinaires	(3 259)	(4 990)	(4 919)	(2 770)	4 149
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	14 749	4 599	2 331	7 577	10 078
BILAN					
Fonds de roulement	27 035	19 664	20 155	31 356	35 097
Placements	53 632	39 364	34 503	42 852	40 829
Immobilisations	34 373	34 147	31 470	31 555	26 168
Dette à long terme	35 599	29 778	16 826	30 719	23 375
Avoir de l'actionnaire	81 739	68 214	73 007	77 926	79 283

Les activités de REXFOR

La Société a mené au cours de la dernière année, plusieurs activités qui ont contribué à maintenir la vitalité du secteur industriel le plus important au Québec. Ces activités ont concerné la ressource forestière, sa transformation et sa mise en marché.

Au niveau de la ressource

Consciente de la nécessité de mieux utiliser la matière ligneuse déjà disponible, la Société a vu à une récolte plus complète et une utilisation plus poussée de cette ressource. Ainsi sur la Côte-Nord des équipements forestiers capables de récolter des bois parvenus à maturité dans des endroits montagneux et considérés inaccessibles jusqu'à maintenant ont été expérimentés.

Quant à l'utilisation plus poussée de la ressource disponible, REXFOR a commencé à participer avec Nouveler inc., à l'emploi de la biomasse pour la production d'énergie à l'usine Byosyn de Saint-Juste-de-Bretonnières qui fabrique du gaz combustible. Pour sa part, la filiale Cèdre Fabre inc. du Témiscamingue a construit une usine de préparation de mousse de cèdre à partir de résidus de la fabrication de bardeaux de cèdre et servant à conditionner et à embellir les parterres.

Le domaine forestier de REXFOR a réalisé ou géré plusieurs activités au niveau de la ressource en 1984-1985. Ces activités se sont déroulées en Gaspésie, dans les Appalaches, sur la Côte-Nord et dans les Hautes-Laurentides.

En Gaspésie, une coupe de 440 000 mètres cubes de sapin et d'épinette a été réalisée par des entrepreneurs forestiers et des organismes de gestion en commun dans les forêts avoisinant Matane, Anse-Pleureuse, Lac-Humqui, Causapscal et Sainte-Anne-des-Monts. Environ les deux tiers de cette récolte a généré des billots aptes au sciage qui ont été acheminés aux scieries de Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc. à Saint-Léon-Le-Grand, Lac-au-Saumon et Matane (Matabois). Le tiers restant a consisté en bois à pâte qui, faute de débouchés importants dans la région, a dû être vendu en partie à l'extérieur de la région, voire même du pays.

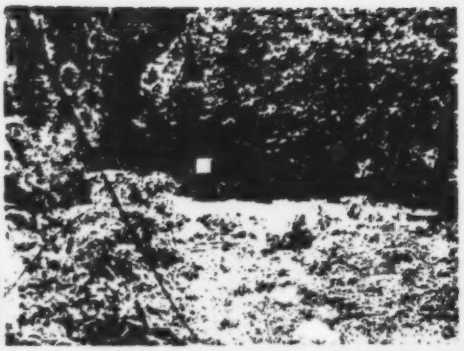
C'est ainsi que des bois à pâte de 2,4 mètres ont été écorcés et mis en copeaux directement; la moitié de ces copeaux a été acheminée en Finlande, par bateau, tandis que l'autre moitié est écoulée au rythme des faibles besoins régionaux. Des bois à pâte de 3 mètres ont aussi été écorcés pour être vendus au Moyen-Orient; les dommages causés par la tordeuse au niveau de la qualité des bois ont cependant obligé l'arrêt de ces expéditions.

La nature même des activités réalisées en Gaspésie en 1984-1985 fait ressortir l'épineux problème de cette région, à savoir l'absence d'un utilisateur important de bois à pâte à Matane. Dans ces circonstances, la rentabilité des opérations de récolte et de sciage ne peut être assurée.

Dans les Appalaches, une récolte de 165 000 mètres cubes de sapin et d'épinette a permis à cette division du domaine forestier de connaître la plus importante saison de son histoire: 60 p. cent de cette récolte a été vendue sous forme de billots à des scieries de la région et le reste, des bois à pâte, a été acheminé aux papeteries F.F. Soucy inc. de Rivière-du-Loup et Papeterie Reed inc. de Québec.

Sur la Côte-Nord, où le domaine forestier approvisionne Scierie des Outardes enr., 730 000 mètres cubes de sapin, d'épinette et de pin gris ont été coupés et 10 000 mètres cubes achetés de la coopérative forestière locale. C'était la première année que la scierie usinait tout le volume permis par son allocation du ministère de l'Énergie et des Ressources. Par ailleurs, du côté de la voirie, 10 kilomètres de chemin d'accès principal à la forêt ont été construits en vue de déménager un des deux camps forestiers; le chemin reliant l'usine à la route 138 a de plus été asphalté.

Dans les Hautes-Laurentides où la division de Mont-Laurier est responsable de tout l'approvisionnement des Les Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc. et de la moitié de celui de Scierie Grand-Remous enr., les bois sont achetés ou récoltés par des entrepreneurs forestiers. C'est ainsi que 40 000 mètres cubes de bouleau jaune ont été achetés d'un concessionnaire forestier et que 40 000 mètres cubes de tremble et de bouleau jaune ont été récoltés par les entrepreneurs. La majorité de ces bois feuillus a été livrée sous forme de tronçons afin de maximiser le volume de bois de déroulage par un tronçonnage optimal dans la cour de l'usine de Les Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc.; ce tronçonnage a de plus permis d'obtenir des données pertinentes pour l'approvisionnement d'une éventuelle usine de panneaux de fibres de densité moyenne (MDF) à Mont-Laurier. Du côté des bois résineux, les entrepreneurs forestiers ont coupé et livré 100 000 mètres cubes de sapin, d'épinette et de pin gris et 50 000 mètres cubes de pin blanc et de pin rouge à Scierie Grand-Remous enr.



Un équipement forestier «le téléphérage» permet de récolter du bois en des endroits montagneux et inaccessibles. Un projet financé par le MER, FERIC et REXFOR.

La division de Mont-Laurier a mis sur pied, au cours de l'année, un service d'achat de bois auprès des petits propriétaires privés plutôt que des bois à pâte: un premier 2 000 mètres cubes de bois résineux a ainsi été acheté pour Scierie Grand-Remous enr. L'achat de chêne en provenance des États-Unis a de plus été expérimenté pour Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc.

Si l'on ajoute à toutes ces activités, celle de l'approvisionnement de Panval inc. que le domaine forestier assume aussi, cela totalise un volume de près de 2 millions de mètres cubes de bois qu'il a récolté lui-même, fait récolter ou acheter au cours de 1984-1985.

Au niveau de la transformation

Pour la première fois depuis la grève de ses travailleurs forestiers en 1980, Scierie des Outardes enr. a pu opérer durant une année complète. À l'automne 1981, la chute des prix et celle de la demande avaient de nouveau amené la fermeture de l'entreprise. Ce n'est qu'en août 1983 que Scierie des Outardes enr. avait repris ses opérations non sans avoir procédé à des améliorations afin d'augmenter l'efficacité des installations.

En collaboration avec son partenaire la Compagnie de Papier Q.N.S. limitée, la Société REXFOR a contribué, au cours de l'année, au financement de nouvelles immobilisations et au maintien des opérations de Scierie des Outardes enr.

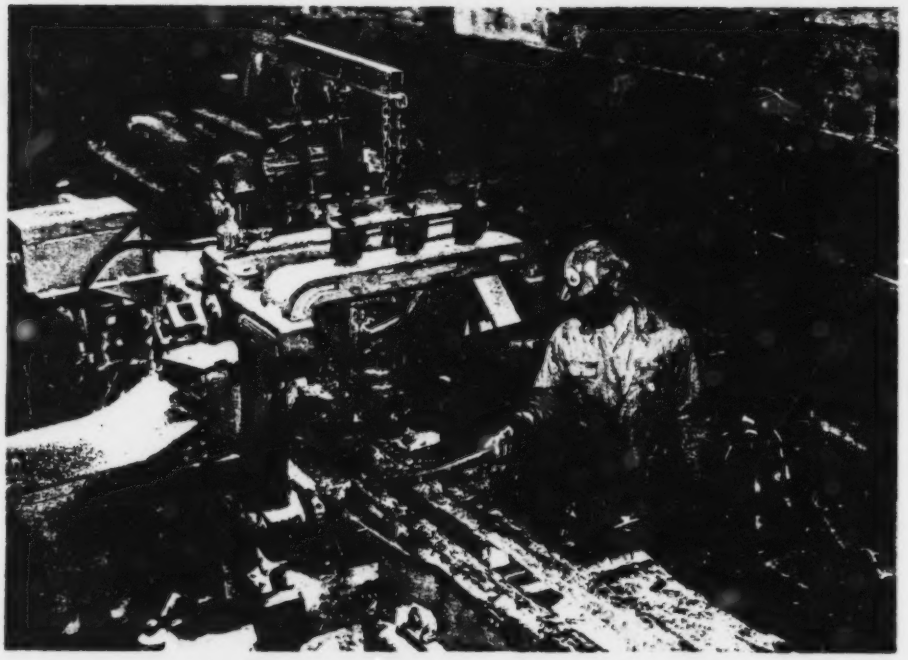
Par le biais du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec limitée, les employés ont consenti à une participation financière de 500 000$, exprimant ainsi leur confiance et leur support envers les dirigeants de l'entreprise. Il est prévu que cette somme sera remboursée à même les profits anticipés.

À la direction du développement: Messieurs Yves Barrette et Rosaire Martel.

Le gouvernement du Québec, par le biais de son Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), a aussi apporté son aide financière, en allouant un montant de 750 000$ à l'entreprise, venant compléter le financement nécessaire à l'installation d'une nouvelle raboteuse et des améliorations à l'usine de préparation.

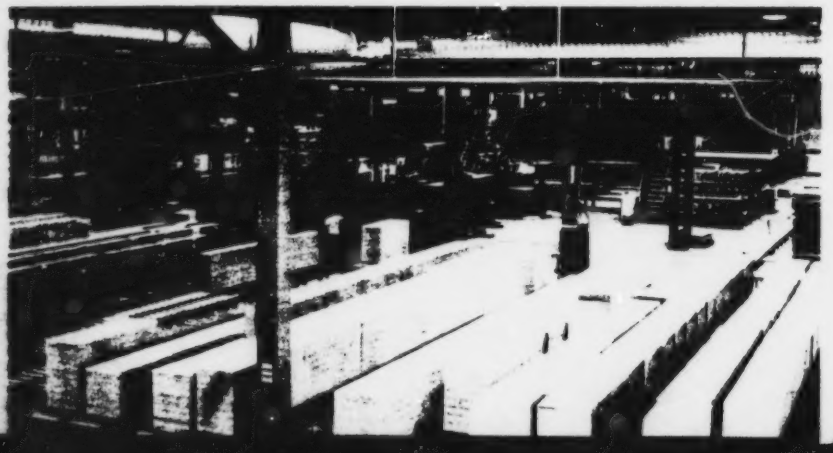
D'autre part, au cours de l'année 1984-1985, Scierie Grand-Remous enr., dans laquelle REXFOR est partenaire à 60 p. cent avec CIP inc., a commencé à produire sur deux factions à l'année longue, créant ainsi de nouveaux emplois dans une région où le chômage est par trop important. C'est la première fois depuis l'acquisition de ces actifs en 1981, que la scierie fonctionne jour et nuit sans interruption. C'est après avoir apporté certains changements à l'équipement et à l'organisation que l'entreprise a pu reprendre ses activités en dépit de la faiblesse des marchés.

Dans la même région, Les Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc. de Mont-Laurier, filiale à part entière de REXFOR, a procédé, au coût de 250 000$ à des modifications à l'usine de déroulage afin d'être en mesure de diversifier sa production tout en diminuant les coûts connexes, augmentant ainsi ses chances de survie dans un marché des plus compétitifs: le placage et les panneaux de portes. Un investissement de 750 000$ fut également effectué pour améliorer l'usine de sciage.



M. Jean Blouin, un employé à la scierie Matabois.

Par ailleurs, l'effondrement du marché du contre-plaqué de portes survenu au début du deuxième trimestre, place cette entreprise dans une position particulièrement difficile. Cette situation est causée par l'arrivée en masse sur le marché américain d'un contre-plaqué de substitution en provenance du sud-est asiatique. Ce produit se vend à des prix allant jusqu'à 40 p. cent inférieurs à ceux de notre plus basse qualité de contre-plaqués. C'est ce qui a d'ailleurs forcé une entreprise du Lac Mégantic, qui fabriquait le même produit, à fermer ses portes définitivement.



Une vue intérieure de l'usine de Panval inc. à Sayabec dans la Vallée de la Matapédia. Sur la photo, on aperçoit des panneaux-meubles fabriqués à l'usine.

REXFOR a également fait des investissements dans ses filiales Les Entreprises Matabois ltée et Proforêt inc. pour un montant de 450 000$ pour l'une et de 190 000$ pour l'autre afin de renflouer les fonds de roulement respectifs dans le cadre de l'organisation de Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.

En matière d'informatique, le développement de nouveaux logiciels est en cours depuis quelques mois au sein du Groupe REXFOR. Des efforts considérables ont été consacrés à la mise au point de logiciels spécialisés dont certains sont déjà offerts à l'industrie. Pour l'exercice financier 1984-1985 seulement, plusieurs milliers de dollars furent consacrés par la direction du développement du Groupe REXFOR pour mettre au point des logiciels de tronçonnage des billes de bois et de débitage de ces dernières en vue d'optimiser la valeur du bois oeuvré. La direction du développement dispose déjà d'un modèle de routage des pièces de bois à l'intérieur des usines permettant d'évaluer la pertinence des différentes modifications à apporter à l'agencement des machines de production.

Enfin, REXFOR a poursuivi au cours de l'année, son programme d'implantation de l'informatique au sein des différentes entités du Groupe et dispose actuellement d'un outil précieux pour assurer une meilleure gestion des mandats qui lui sont confiés par le gouvernement du Québec.

Au niveau de la mise en marché

La reprise économique amorcée en 1983 s'est poursuivie en 1984, mais elle n'a pas eu les mêmes effets sur tous les secteurs des produits forestiers. Les pâtes et papiers ont continué à bien faire à l'exception du prix de la pâte qui subit les contrecoups au niveau international d'une monnaie forte et d'une surcapacité de production. Par contre, le secteur des produits du bois affiche une performance décevante malgré une demande en hausse de 30 p. cent depuis la récession de 1982.

Les expéditions de bois d'oeuvre se sont accrues à la faveur d'une hausse des mises en chantiers qui ont atteint le niveau convenable des 1,75 million d'unités aux États-Unis en 1984. Cependant, un surplus d'offre de 18 p. cent en Amérique du Nord jumelé à une décroissance des exportations outre-mer (diminution de 20 p. cent pour le Québec de 1982 à 1984) ont exercé une pression sur les prix. Le bois d'oeuvre résineux de première qualité s'est vendu environ 60,00$ de moins en juin par rapport à son plus haut niveau en mars et ce niveau dépressif a perduré toute l'année sans mouvement sensible vers le haut; le prix a oscillé à l'intérieur d'une fourchette de 10 p. cent du plancher qu'il a d'ailleurs rejoint en fin d'année sans même avoir fourni aux producteurs les avantages d'une flambée traditionnelle dans les premiers mois de 1985.

La position concurrentielle des producteurs du Québec s'est détériorée sur les marchés outre-mer à cause de la force du dollar qui rend nos produits plus dispendieux. La conjoncture mondiale s'est caractérisée par une faiblesse de la demande et une offre excédentaire, d'où une compétition agressive de la part des pays exportateurs (Scandinavie, Tchécoslovaquie, Russie, Autriche, Pologne, Chili). La devise de nos concurrents s'est plus dévaluée par rapport au dollar américain, d'où un avantage de prix au détriment des producteurs canadiens.

Les facteurs extérieurs ont, dans certains cas, aggravé la situation de certains produits du bois. Le contre-plaqué de porte a, par exemple, perdu une part importante de son marché américain au profit des producteurs du sud-est asiatique qui ont introduit un nouveau produit dont le coût est inférieur à ceux de basse qualité. Le marché américain des producteurs de portes a décidé d'utiliser ce nouveau contre-plaqué après l'avoir testé.

Dans ce contexte, Lignarex inc., l'organisation de vente de REXFOR, a mis en marché au cours de 1984-1985 près de 175 millions de p.m.p. (pieds mesures de planche) en sapin, épinette et pin, sur les marchés nord-américains et l'équivalent de 50 millions de p.m.p. dans les mêmes essences sur les marchés d'outre-mer. S'ajoutent à ces volumes les essences de pins blancs et rouges et les bois feuillus, pour un total de 31 millions de p.m.p. Également, l'entreprise a écoulé 17 000 pieds (surface) de contre-plaqué feuillus et près de 42 000 toises de bardeaux de cèdre.

Les retombées économiques des activités de REXFOR

REXFOR et la communauté

Au cours de l'année qui s'est terminée le 31 mars 1985, les activités de REXFOR et de ses filiales ont eu des retombées économiques significatives dans nombre de localités où sont établies les entreprises gérées par la Société.* L'ensemble de ces effets bénéfiques représente l'équivalent de leurs dépenses totales durant cette période, soit un montant de près de 156$ millions.

Ces dépenses ont profité à une multitude d'individus et d'organisations. Cela comprend d'abord les employés de la Société, c'est-à-dire un peu plus de 2000 personnes, de même que les employés d'autres entreprises avec qui REXFOR fait affaires dans plusieurs régions du Québec, plus particulièrement au Témiscamingue, dans l'Outaouais et les Laurentides, dans la région de Québec, en Gaspésie et sur la Côte-Nord.

Ainsi, REXFOR a distribué pour près de 37$ millions sous forme de salaires et de bénéfices marginaux à ses propres employés, au siège social, dans les usines et au niveau des opérations forestières. Par ailleurs, 103$ millions ont été dépensés auprès d'un grand nombre de fournisseurs de biens et services variés.

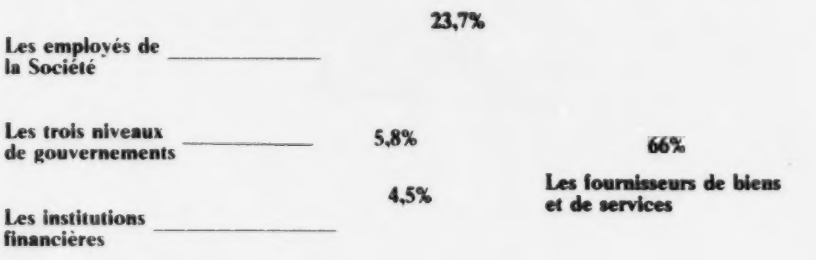
Dans ce domaine, 38$ millions ont été payés aux coopératives forestières, aux petits propriétaires de forêts privées, aux entrepreneurs locaux et à d'autres organismes privés, pour effectuer la récolte ou l'acquisition de matière ligneuse et son transport aux usines de transformation de la Société. Une bonne part de ce montant est cependant constituée de gages et de salaires.

Également, pour mener à bien ses activités, la Société et ses filiales ont réalisé des achats d'autres biens et services pour un montant s'élevant à près de 65$ millions. Ces achats effectués en grande partie dans les régions où les entreprises sont localisées, mais aussi dans certains cas à la grandeur du Québec, font référence dans un premier temps à des achats d'équipements pour la fabrication, à la construction de bâtisses, et à la construction de routes d'accès ou de camps forestiers. À cet égard, une somme de près de 20$ millions a été immobilisée cette année en Gaspésie pour la réorganisation de l'industrie du sciage d'une partie de cette région et la construction à Matane d'un centre de traitement du bois. On trouve aussi sous cette rubrique les achats d'équipements utilisés dans les opérations forestières, les achats de carburants, les pièces de rechange et d'entretien des équipements de production etc. Ces sommes incluent en outre l'achat des différents services requis au niveau technique, dans le domaine financier ou dans celui des assurances.

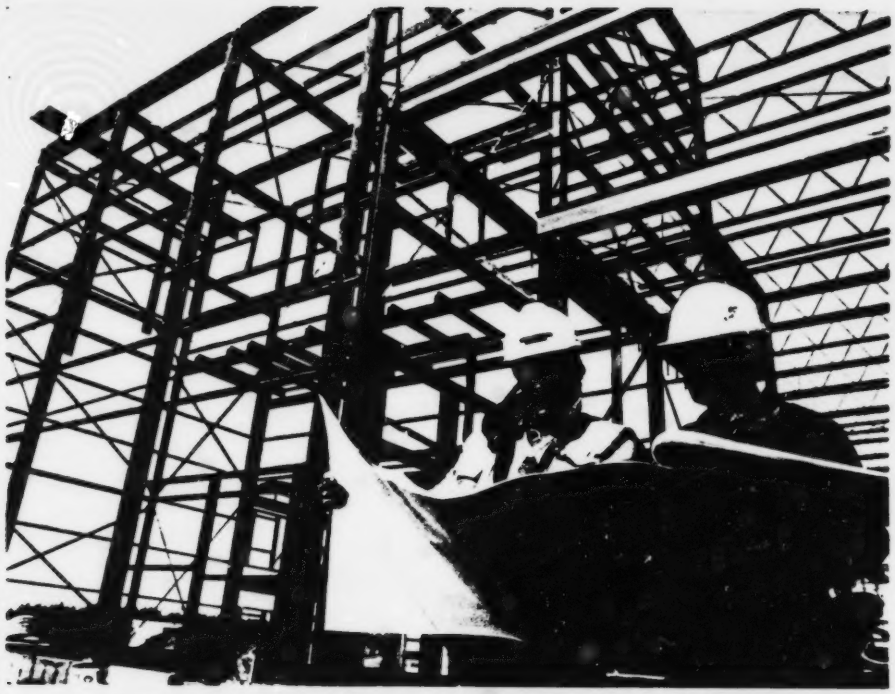
D'autre part, la Société et ses filiales ont versé aux différents gouvernements, aux titres des taxes municipales et scolaires, en droits et permis ainsi qu'en contributions de l'employeur, pour des programmes sociaux tels la Régie des rentes, le financement des programmes de santé du Québec, l'assurance-chômage, la CSST etc., un montant total de 9$ millions.

Finalement, 7$ millions ont été payés aux institutions financières privées pour différents frais et pour l'intérêt sur des emprunts, à court terme et à long terme, contractés par REXFOR et ses filiales.

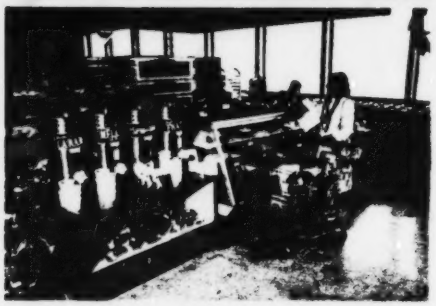
La figure suivante illustre la part relative des retombées qui va aux différents membres de la communauté.



* Ces retombées ne comprennent pas celles créées par les participations minoritaires de la Société.



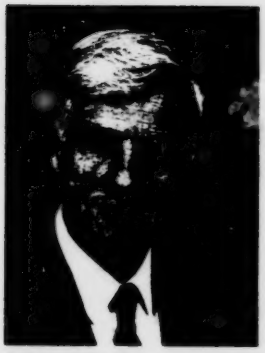
La construction du centre de préparation à Matane.



Le montant total des retombées économiques dont on vient de faire état est constitué d'éléments qui proviennent de sources diverses. Ainsi, la grande partie, c'est-à-dire 81,4 p. cent du total, ou 1275 millions, a été générée par la vente de tous les produits fabriqués dans les usines; d'autre part, une somme de 8,45 millions ou 5,4 p. cent, provient d'emprunts d'institutions financières ou d'organisations semblables. Le reste des fonds, soit 20,65 millions, est constitué de subventions gouvernementales liées à des projets d'investissements et de mise de fonds de l'actionnaire.

Il est sans doute utile de rappeler ici que les retombées décrites auront à leur tour dans la communauté des impacts indirects sur d'autres types d'activités commerciales et industrielles et ainsi de suite. Ces effets multiplicateurs sont justement ceux qui font «tourner notre économie». À cet égard on sait que pour chaque emploi dans le secteur forestier, on retrouve près de deux autres emplois ailleurs dans l'économie. C'est donc dire l'importance de ce secteur pour la collectivité.

La Direction



Michel Duchesneau
Président et chef de la direction de REXFOR

Jean-Louis Caron
Vice-président au domaine forestier

Charles Chamard
Vice-président à l'administration et aux finances

Maurice Moore
Vice-président aux pâtes et papiers

Jean-Marie Pouliot
Vice-président au développement

Gilbert Pelletier
Adjoint au président

Ressources humaines

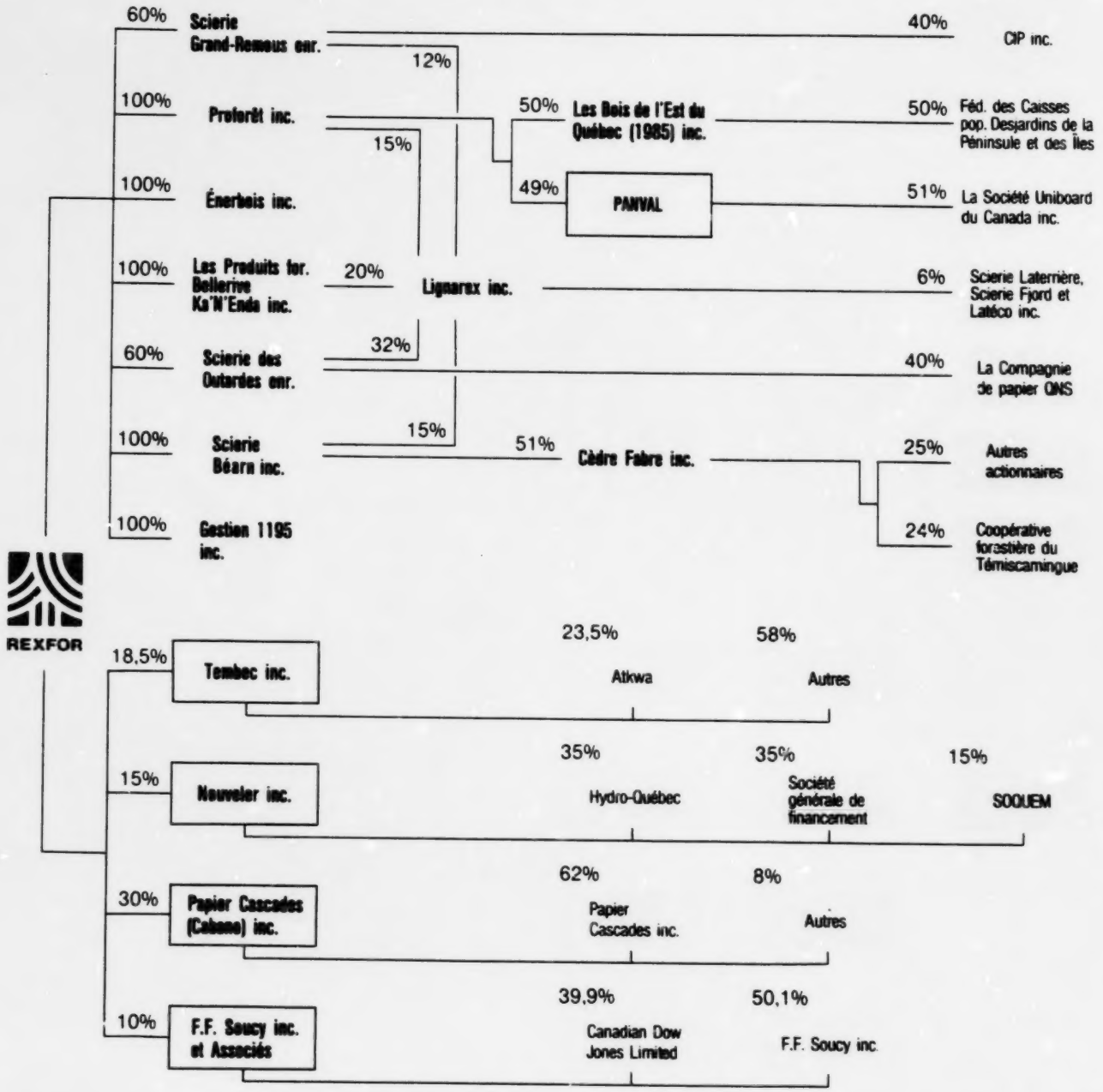
	1984	**1985**
Filiales	2 251	2 110
Entreprises affiliées	1 204	1 212
Total	3 455	3 322

Le Groupe Rexfor

Filiales

□ Entreprises affiliées

Partenaires



Les taux de participation ont été arrondis.

Dépôt légal — 2e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0706-4977
ISBN 2-550-12107-4

English copies of this report are available on demand

REXFOR
1195, rue de Lavigerie
Sainte-Foy, Québec
G1V 4N3
Téléphone: 418-659-4530
Télex: 051-31572

Conception graphique: Caron Paré ass.
Photographie: Daniel Picard

REXFOR

Annual Report 1984-1985

Table of Contents

Highlights	1
Board of Directors	2
The President's Message	4
REXFOR Before the Parliamentary Committee	6
Location	8
Consolidated Financial Statements for Year Ended March 31, 1985	9
Summary of Investments and Investment Earnings as of March 31, 1985	20
Subsidiaries Consolidated Balance Sheet	22
Five-Year Statistical Review	24
REXFOR's Activities	25
Economic Impact of REXFOR's Activities	29
Management	31

The cover shows the economic impact on the community of a subsidiary of REXFOR.

Le Groupe Rexfor

The Company originated back in 1961. It was then that the government of Québec established a board with the mandate to recover the largest possible quantities of timber in those areas to be flooded by the harnassing of the Manicouagan and Outardes rivers. Only in 1973 was it given the mandate to promote the establishment and development of the forest industry, as well as to create new jobs in the sector.

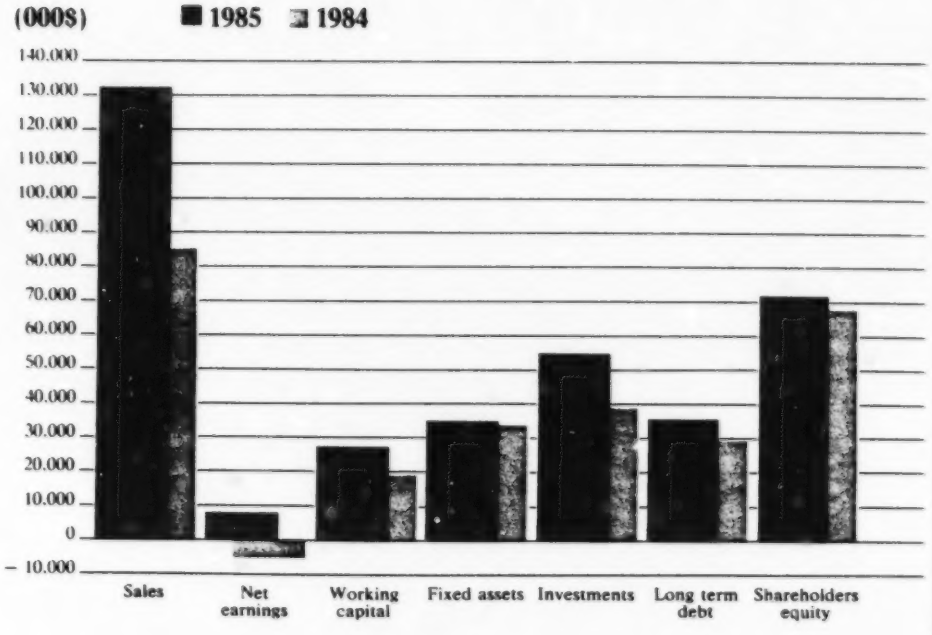
For more than twenty years now, the government has had an instrument that allows it more direct intervention in the forest sector. This Company, whose mission it is to salvage, exploit and develop forests, has evolved considerably over the years and played an important role in assisting private processing companies, in integrating foreign companies to the local economy and in fostering the growth of Québec companies. It also gained considerable expertise in the harvesting of timber and the construction of forest roads.

Rexfor has eleven subsidiaries, seven of which are wholly-owned companies. It has minority holdings in four companies in the pulp and paper, furniture panel-board and energy sectors. The Company employs or indirectly provides jobs for approximately 3 500 men and women throughout Québec, including those companies in which it has a minority interest.

Highlights

Rexfor (consolidated) ('000 $)

March 31	1985	1984
Sales	**132 031**	85 228
Net earnings (Net loss)	**525**	(4 990)
Working capital	**27 035**	19 664
Fixed assets	**34 373**	34 146
Investments	**53 632**	39 364
Long term debt	**35 599**	29 778
Shareholders equity	**81 739**	68 214



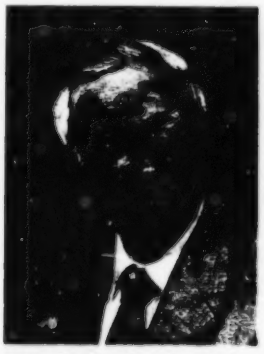
Board of Directors

Michel Duchesneau
Chairman of the Board
President and Chief Executive Officer of REXFOR

Jean-Louis Verrette
Vice-Chairman of the Board
Professor, Civil Engineering Department, Laval University

Hugues Belzile
Director
Secretary of the Federation des producteurs de bois du Quebec

Paul-A. Bienvenu
Director
President of
Howard-Bienvenu inc.



Jean-Louis De Carufel
Director

Gaston Malette
Director
President of Malette Waferboard

Marie-Paule Allaire
Director
Program Manager for the Bureau of institutions Industrial Cooperation Division, Canadian International Development Agency

Pierre M. Vallée
Director
Partner of Thorne, Stevenson and Kellogg

Me Michel Verret
Secretary
Director of Legal Services, REXFOR

The President's Message

In spite of the very difficult economic situation in the lumber industry where most of the Company's activities are concentrated, REXFOR was able to report a surplus of $524,848 for fiscal 1984-1985. Notwithstanding the market situation, total revenues rose from $85.2 million to $132.0 million, an increase of 55% over the previous financial year. This increase in sales is due in large measure to the fact that Scierie des Outardes enr. and Scierie Grand Remous enr., in contrast to previous years, were able to operate for the entire year.

Gross profits were $4.55 million, compared to $6.1 million for the previous year. This situation is explained primarily by the industry wide reduction in the sale price of lumber, especially over the last six months and by an unfavourable increase in the cost of supplies. Also, implementation of part of the program to reorganize plants in the Vallée de la Matapédia and in the north of the Gaspe peninsula resulted in a considerable loss. This loss is due to several factors, in particular those related to difficulties in selling pulpwood and wood shavings on local markets, as well as to operating losses by lumber processing plants.

Investment revenues were $2.74 million, up from $1.37 million in 1983-1984. This increase is due largely to revenues from investments in E.F. Soucy inc. et Associés and in Papier Cascades (Cabano) inc.

Total costs of sales and operations fell from $10.5 million to $10.3 million, a reduction of 2.3 per cent. As a percentage of operating revenues, this decrease is a substantial improvement over last year as the percentage dropped from 12.3 to 7.8.

As for financial costs, they increased from $2.7 to $4.6 million, mainly because subsidiaries had to finance their expenses for fixed assets with loans from financial institutions and to borrow from the parent company for forest operations, which developed rapidly during the past year.

Miscellaneous revenues were up from $0.7 to $1.1 million. This item includes mainly interest and rents.

Profit on the sale of the assets of Enerbois inc. during the year of $3.2 million enabled the Company to reduce its losses before the extraordinary item to $3.26 million, as compared with $4.99 million for the previous year.

Also, the extraordinary profit of $3.78 million realized by a satellite company allowed the Company to end its fiscal year for 1984-1985 with a profit of $524,848, compared to a loss of $4,989,652 for 1983-1984.

Major Events

Among the more significant events of the year were certainly the changes made to the Act governing REXFOR and the presence of its president before the Parliamentary Committee on Labour and the Economy – Tuesday, June 5, 1984. A report on this event can be found on pages 6 and 7.

Investments

As for its investments, REXFOR was involved in many efforts to improve the financial situation of companies in which it has an interest.

The financial restructuring of Papier Cascades (Cabano) inc. was done with a view to helping it face the most difficult periods in the corrugated paper market. This was done by converting preferred stock redeemable over a period of ten years and part of the deferred bonds held by REXFOR in this company, valued at $2.78 million.

This financial reorganization also included the sale of all the assets of Enerbois inc., a wholly-owned subsidiary of REXFOR, to Papier Cascades (Cabano) inc. for $5,250,000, which will help the company profit fully from energy savings resulting from burning available bark in the region around Cabano.

It should be noted that the construction of this plant by Enerbois inc. was the result of a request for financial aid by Papier Cascades (Cabano) inc., a company in which REXFOR holds 30% of the common stock. This company wanted to profit from the very substantial savings resulting from burning wood residue to produce steam, but was not able to finance such a venture.

In 1980, one of its goals being to promote better use of ligneous material, REXFOR agreed to intervene to enable this company, which at the time was in serious financial difficulty, to save on its energy bill. It had already been anticipated that after a period of ten years, the assets of the company would be sold to Papier Cascades (Cabano) inc., which was done during the year just ended. This transaction was made before term to allow the company to profit fully from energy savings and as a result improve its chances of remaining solvent.

In Temiscamingue, to facilitate the refinancing of Tembec inc., REXFOR agreed to convert its bonds in the company in the amount of $4 million into debentures.

In the same region, Scierie Béarn inc., a wholly-owned subsidiary of REXFOR, proceeded to sell its 50% participation in the common stock of TEMFOR inc. to TEMBEC inc. and agreed to buy preferred stock for $725,000 to help this company improve its equipment.

In eastern Québec, REXFOR, through its subsidiary Proforêt Ltée, invested an amount of $6.6 million in the particle board plant belonging to Panval inc. at Sayabec in the Vallée de la Matapédia. This injection of funds was necessary to help the company rebuild its working capital and continue its operations. As a result, REXFOR's ownership in the company was increased from 40% to 49%.

Government Mandates

During the year, REXFOR began to apply the program for the organization of sawmills in the north of Gaspésie and in the Matane-Matapédia region. To do this, the Company gave its subsidiary Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc. advances totalling $7 million to modernize sawmills and to add a preparation plant in Matane that would allow it to operate during 1984-1985. The investments for this project were in excess of $22 million. On March 27, 1985, the Minister of Finance bought shares worth $12,500,000 in REXFOR for the implementation of this project.

Of note here is the participation of the Fédération des Caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles, which invested $1 million in the common stock of the company that will have the responsibility of putting the reorganization project into operation for the sawmills in eastern Québec. This project is of major importance for the creation and maintenance of approximately 1 000 jobs in this region. Here again, REXFOR insisted on being associated with the dynamic forces in the region to promote the development of companies in the forest sector.

However, the necessity of building a pulp or paper mill in Matane should not be overlooked, as this is the key element in making the reorganization of sawmills profitable. Because of the present economic situation, a lack of a market for by-products from sawmills and for pulp wood from sawing operations would adversely affect operations at Les Bois de l'Est inc., which would then only be partial and consequently would result in successive financial losses.

Up until summer 1984, REXFOR was responsible for promoting the establishment of a newsprint mill in Matane. However, in August 1984, at the request of the Minister of Energy and Resources, REXFOR put aside the project in Matane to concentrate its energies exclusively on reopening the plant at Port-Cartier. This new mandate was confirmed on October 3, 1984 by a government decree giving REXFOR the responsibility of evaluating the project to build a pulp or newsprint mill at Port-Cartier and authorizing it to commit funds directly — up to $500,000. Near the end of March 1985, REXFOR submitted a summary report to the Minister on the results of this project.

On october 31, 1984, following the announcement made by the Société générale de financement (SGF) and Consolidated Bathurst Inc. that a study for the construction of a pulp mill be undertaken (the new project considered for the region), the government of Québec accepted to reimburse the expenses of REXFOR to complete a feasibility study that was carried out earlier respecting the construction of a newsprint mill in this region. An outlay of $1,750,000 was repaid to REXFOR.

It was in 1979 that the different studies conducted by the Ministère de l'Énergie et des Ressources and the Office de la planification et du développement du Québec got underway to locate the most favourable site for building a newsprint mill. Matane had been designated as the best choice, but community groups lobbied the government to have this mill built in the Vallée de la Matapédia, that is at Causapscal. However, this site did offer some major inconveniences with respect to environmental protection and would create significant outlays not only for fixed assets, but also for its operations. Again in February 1981, the choice of a location was Matane. In September 1982, REXFOR presented a project to the various government agencies involved, recommending the realization of a newsprint mill in Matane through a limited partnership. For various reasons, the project was rejected and a few months later, was cancelled.

In the fall of 1983, a new project was initiated, but the withdrawal of one of the partners again delayed the building of a papermill in Matane. At the beginning of 1984, a new investor was keenly interested, but withdrew from the project in the spring of the same year. Considering the extremely strong opposition of some intermediaries in the pulp and paper industry to the building of a newsprint mill and the lack of interest of investors, REXFOR decided in April 1984 to explore the possibility of a plant manufacturing a product other than newsprint – a product not in competition with other Canadian producers.

A paper having this criteria was found and REXFOR immediately began to study this new project. This study continued into July 1984, the date on which REXFOR and the Ministère de l'Énergie et des Ressources realized that the new project would be in competition with the project already in progress to reopen the mill in Port-Cartier. Because the project undertaken by SGF and Consolidated Bathurst Inc. was taking shape, the Minister of Energy and Resources then asked REXFOR to join its efforts to those of the group at Port-Cartier.

During 1984-1985, in addition to the projects at Matane and Port-Cartier, REXFOR also promoted a panel-board plant in the Mont-Laurier region. More than $300,000 was spent on feasibility studies for the eventual construction of a medium density fiber board plant, generally designated by the abbreviation MDF. This investment was in the order of $50 million.

Once these studies were completed, our subsidiary, Les Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc., continued its efforts to find private partners. Since these are very difficult to find, it is possible that REXFOR will have to go ahead with this project – an association with private partners can always be formed later.

At the request of the Québec government, REXFOR agreed to guarantee the recovery of the plants belonging to Produits forestiers Saguenay limitée and to the municipality of Sacré-Coeur and also to guarantee the temporary loan to the new company, Cie Boisaco inc., in the amount of $1.2 million. This loan should allow it to acquire assets and to restart lumber production.

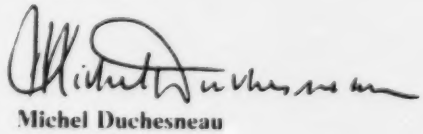
Since November 1983, the Groupe REXFOR has been giving technical and financial assistance to Pulp-Bo-Peck inc., located in the Shawinigan region. The purpose of this company is to salvage part of the timber inundated by the Rivière Saint-Maurice. This action, which corresponds to one of the objectives found in the Act governing REXFOR (to salvage and exploit any forest land about to be destroyed) led it to invest approximately $200,000 since the beginning of its involvement in November 1983.

During the 1984-1985 season, the domaine forestier de REXFOR, as part of the mandate given to it by the Ministère de l'Énergie et des Ressources, had Scierie Deroy inc. log 7,145 cubic metres of timber at Rivière St-Jean on the Lower North Shore to supply its plant. The outlays for this activity were in excess of $250,000.

Appreciations

After having spent a little more than three years on the Board of Directors of REXFOR, Mr. André C. Sarazin resigned on February 7, 1985, to take up new activities in his social milieu. On behalf of his colleagues on the Board and in my own name, I would like to thank him for the quality of his advice and the recommendations which he so generously offered during his entire stay with the Board.

Also, on behalf of the Board of Directors and on my own behalf, I would like to extend thanks to all the employees of the Groupe REXFOR for their constant efforts during this past year. The results of the Company have improved overall, but a great deal of work remains to be done if we are to attain a satisfactory level of operations. I am once again counting on your collaboration to attain an improved performance in 1985-1986.



Michel Duchesneau
June 1985

REXFOR and the Parliamentary Committee

A team from domaine forestier: Benoît Ouellet, Jean-Louis Caron, Pierre Levac, Hugues Michaud and Léo Gagné.

Among the more significant events of the past year was certainly REXFOR's presence before the standing Committee on Labour and the Economy on Tuesday, June 5, 1984. Indeed, this meeting before the elected authorities was a first in the history of the Company.

The Committee was called as a result of the tabling of Bill 66, in which the legislator proposed increasing the authorized capital funds of REXFOR from $ 58,750,000 to $ 125,000,000 bringing the number of common shares at $100 each from 587,000 to 1,250,000.

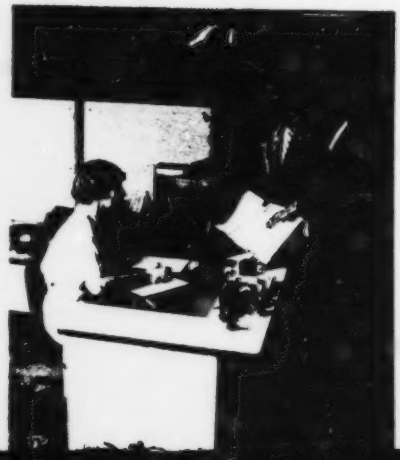
Under the proposed legislation, this additional funding would allow the state-owned company to complete various forest development projects. Among these was the reorganization of the lumber activities in Gaspésie and in the Vallée de la Matapédia, the construction of a newsprint mill in Matane, a plant to produce medium density fiber board (MDF) in Mont-Laurier and a corrugated panel-board plant in Temiscamingue.

On June 5, 1984, the standing Committee on Labour and the Economy held a special sitting to hear the President and Chief Executive Officer of REXFOR, Mr. Michel Duchesneau. This hearing took up the four following subjects:

- the study of the financial statements of REXFOR;
- the study of past projects realized by REXFOR;
- the mission given to REXFOR;
- Bill 66 authorizing an increase in the company's capital funds and future projects being considered by REXFOR.

The President and Chief Executive Officer, Mr. Michel Duchesneau gave an account of REXFOR's situation. He described the origins of the state-owned company, the changes that had been made to its statutes over the years, in particular the 1973 amendment allowing it to promote forestation projects and to see to the development of the forest industry and job creation. Mr. Duchesneau also explained to the Committee how REXFOR intended to use the funds it was requesting and summarized REXFOR's activities over the past years and also presented the background on several projects and their evolution in the difficult economic context prevailing in the lumber sector.

Before concluding, the President and Chief Executive Officer of REXFOR told the members of the Committee that REXFOR, along with the Ministère de l'Energie et des Ressources, had decided to reflect upon the orientations of the Company. This reflection would seek to assess the present situation of the Company, the context in which it was developing and its prospects for the future in the forest sector of Québec.



Responsible for the MDF project: Bernard Charrette and Gérald Gagné, accompanied by Danielle Dussault.

This joint exercise was motivated by two basic concerns. First, REXFOR often had to accept projects or mandates for economic reasons that made it difficult to integrate them into an overall plan that might prove more profitable to the Company and to forest development. Second, was the need to keep in mind the importance of giving the Company a sound financial base to enable it to attract competent persons and with the aid of its portfolio to generate sufficient funding.

Mr. Duchesneau reminded the members of the economic importance of the forest industry to our society; also, he mentioned the difficulties that the lumber industry would be facing in the coming years if production did not improve. On this subject, REXFOR is in a position to make a considerable and sustained contribution to research, to enhance forest lands, to offer innovative processing methods and opportunities for increasing exports. REXFOR was not planned and established just to allocate subsidies or give last resort financial aid. The population of Québec, repeated Mr. Duchesneau, needs more than that. What is needed is an instrument able to participate fully in the development of the forest sector by its ability to acquire and maintain expertise in the sector.

During the study of the financial statements, the president of REXFOR also explained to the members of the Committee that REXFOR's profitability could not be measured in exactly the same manner as that of a private enterprise — additional criteria had to be used. For example, REXFOR received specific mandates from different governments, which led it to invest in companies that were in difficulty or in high-risk ventures. Under such circumstances, results that are less interesting must be accepted.

During this hearing, REXFOR described the role it had played in the realization of various industrial forest projects. It had, among others, guaranteed lumber supplies to F.F. Soucy in Rivière-du-Loup and invested with a German company in a furniture panel-board plant at Sayabec in the Vallée de la Matapédia, while also guaranteeing lumber supplies. In the same corner of Québec, it is grouping lumber companies to create an industrial complex that will have a significant economic impact.

As for the Company's mission, the President of REXFOR, Mr. Duchesneau, stressed the fact that "development of the forest sector in Québec should remain for several decades a collective preoccupation calling upon all our available means, including public means. It is in such a context that a company like REXFOR will be able to make a considerable and sustained contribution to research, to enhance our forests, to offer innovative processing methods and opportunities for increasing exports". Mr. Duchesneau also added: "The past has shown that the population of Québec can benefit from an instrument such as REXFOR, either because of its ability to carry out its government mandates, or again, because of the special expertise it has developed not only as a forest entrepreneur, but also for its experience gained in the industrial sector where it has worked".

Mr. Roger Morasse, President of subsidiaries Béarn inc. and Scierie Grand-Remous enr. and André Lamothe, directeur of Finances, REXFOR.

The standing Committee on Labour and the Economy adjourned after deliberating ten hours.

Also, on June 20, 1984, Bill 66 was adopted unanimously by the National Assembly.

Location of Enterprises

LOCATION	ENTERPRISE	SECTOR
1. Sainte-Foy	**REXFOR** **Lignarex inc.** **Gestion 1195 inc.**	Head office Marketing Real estate management
2. Montréal	**Nouveler inc.**	Energy
3. L'Annonciation	**Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.**	Lumber
4. Mont-Laurier	**Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.**	Veneer and plywood
5. Mont-Laurier	**REXFOR** Division Mont-Laurier	Forest operations
6. Grand-Remous	**Scierie Grand-Remous enr.**	Lumber
7. Témiscaming	**Tembec inc.**	Pulp
8. Fabre	**Cèdre Fabre inc.**	Cedar shingles
9. Béarn	**Scierie Béarn inc.**	Lumber
10. Baie-Comeau	**Scierie des Outardes enr.**	Lumber
11. Baie-Comeau	**REXFOR** Division Hauterive	Forest operations
12. Grande-Vallée	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Chic-Chocs	Lumber
13. Marsoui	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Marsoui	Lumber
14. Matane	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Matabois	Lumber
15. Matane	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Centre de préparation du bois	Preparation of lumber
16. Saint-Léon-Le-Grand	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Le Grand	Lumber
17. Lac-au-Saumon	**Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.** Division Lac-au-Saumon	Lumber
18. Sayabec	**Panval inc.**	Furniture panel-boards
19. Rivière-du-Loup	**F.F. Soucy inc. et Associés**	Newsprint
20. Cabano	**Papier Cascades (Cabano) inc.**	Cardboard
21. Sainte-Foy	**Enerbois inc.**	Energy
22. Saint-Jean-Port-Joli	**REXFOR** Division Appalaches	Forest operations

Consolidated Financial Statements
for year ended March 31, 1985

Auditor's Report

I have examined the consolidated balance sheet of La Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR as at March 31, 1985 and the consolidated statements of income, retained earnings and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these consolidated financial statements present fairly the financial position of REXFOR as at March 31, 1985, the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Auditor General of Québec

Québec, June 5, 1985

Rexfor (R.S.Q., c. S-12)
Consolidated Balance Sheet as at March 31, 1985

ASSETS	1985	1984
SHORT TERM	$	$
Cash and term deposits	—	1 532 553
Accounts receivable and accrued interest	19 525 545	17 128 128
Subsidies receivable	6 460 618	213 639
Inventories (note 4)	26 296 815	20 627 125
Prepaid expenses	612 567	856 880
Subscribed share capital receivable (note 10)	12 500 000	—
Payments receivable on investments (note 5)	1 175 913	1 178 060
	66 571 458	41 536 385
SUBSIDIES RECEIVABLE	45 390	163 658
INVESTMENTS (note 5)	53 631 524	39 364 282
FIXED ASSETS (note 6)	34 373 317	34 146 923
OTHER ASSETS (note 7)	3 659 928	4 689 187
	158 281 617	119 900 435

For the Board of Directors

MICHEL DUCHESNEAU

JEAN-LOUIS VERRETTE

LIABILITIES	1985	1984
SHORT TERM	$	$
Bank overdraft	1 604 739	—
Bank advances (note 8)	25 000 223	9 949 354
Accounts payable and accrued expenses	10 946 262	10 506 140
Deferred revenue	130 850	99 638
Payments on long term debt (note 9)	1 854 171	1 317 056
	39 536 245	21 872 188
LONG TERM DEBT (note 9)	35 599 415	29 777 669
	75 135 660	51 649 857
DEFERRED GOVERNMENT ASSISTANCE	360 000	—
MINORITY INTERESTS	1 046 983	36 452
SHAREHOLDER EQUITY		
SHARE CAPITAL (note 10)		
Authorized: 1 250 000 shares — par value of $100 each		
Subscribed		
Issued and paid: 592 500 shares	59 250 000	58 750 000
Receivable: 125 000 shares	12 500 000	—
	71 750 000	58 750 000
CONTRIBUTED SURPLUS (note 11)	4 926 567	4 926 567
RETAINED EARNINGS	5 062 407	4 537 559
	81 738 974	68 214 126
	158 281 617	119 900 435

COMMITMENTS AND CONTINGENT LIABILITIES (note 16)

Rexfor
Consolidated Statement of Retained Earnings for the year ended March 31, 1985

	1985	1984
	$	$
BALANCE BEGINNING OF THE YEAR	4 537 559	8 182 339
Net earnings (net loss)	524 848	(4 989 652)
Amortization of the excess of the appraised value of the fixed assets of the subsidiary over net cost:	—	1 344 872
BALANCE END OF THE YEAR	5 062 407	4 537 559

Rexfor
Consolidated Statement of Income for the year ended March 31, 1985

	1985	1984
	$	$
OPERATING REVENUES	132 030 715	85 228 440
OPERATING COSTS	127 481 015	79 126 551
GROSS EARNINGS	4 549 700	6 101 889
Sales and administrative expenses	10 256 203	10 501 546
Financial expenses (note 12)	4 623 458	2 678 856
Investment income (note 13)	(2 745 231)	(1 370 150)
Other income	(1 087 933)	(718 711)
	11 046 497	11 091 541
LOSS NOT INCLUDING EXTRAORDINARY ITEM AND UNUSUAL ITEM	(6 496 797)	(4 989 652)
UNUSUAL ITEM		
Profit on the sale of all the fixed assets of a subsidiary	3 238 070	—
LOSS NOT INCLUDING EXTRAORDINARY ITEM	(3 258 727)	(4 989 652)
EXTRAORDINARY ITEM (note 14)	3 783 575	—
NET EARNINGS (NET LOSS)	524 848	(4 989 652)

Rexfor

Consolidated Statement of Changes in Financial Position for the year ended March 31, 1985

	1985	1984
	$	$
SOURCE OF FUNDS		
Funds from operations (note 15)	—	559 169
Share capital (note 10)	13 000 000	—
Subsidies to acquire fixed assets and for the creation of jobs	8 242 536	213 639
Long term debts		
Advances from the government of Québec	1 500 000	3 700 000
Other long term debts	6 137 322	11 378 245
Proceeds from the sale of fixed assets	6 018 935	887 665
Proceeds from investments	3 533 683	3 487 107
Other assets	2 113 575	211 524
Increases in minority holdings	1 000 000	—
Proceeds from excess revenue due to investment in a limited company	—	475 219
	41 546 051	20 912 568
APPLICATION OF FUNDS		
Funds used in operations (note 15)	1 619 558	—
Acquisition of fixed assets	14 748 845	4 599 037
Acquisition of investments	14 232 638	10 814 907
Long term debt	1 805 756	3 890 408
Other assets	1 768 238	1 362 195
Acquisition of a subsidiary	—	736 632
	34 175 035	21 403 179
INCREASE (DECREASE) IN WORKING CAPITAL	7 371 016	(490 611)
WORKING CAPITAL, BEGINNING OF YEAR	19 664 197	20 154 808
WORKING CAPITAL, END OF YEAR	27 035 213	19 664 197

Rexfor
Notes to Consolidated Financial Statements March 31, 1985

1. INCORPORATION AND OBJECTIVES

The Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR is a joint-stock company whose shares are held by the government of Québec. Under its statutory charter, it has the following objectives:

- to salvage and exploit publicly owned forested areas designated by the government, and to carry out and direct the research required for such purposes,
- to promote by appropriate sylviculture measures, preserve and protect the forests and land intended for forest use, as indicated by the government,
- to encourage the establishment and development of the forest industry and the creation of new jobs.

2. STATEMENTS OF ACCOUNTING POLICIES

The consolidated financial statements of REXFOR have been prepared in accordance with generally accepted accounting policies which are summarized as follows:

Principles of consolidation

The consolidated financial statements include the accounts of REXFOR and those of its wholly-owned subsidiaries and its relative share in the assets, liabilities, revenues and expenses of joint ventures.

Wholly-owned subsidiaries:

Scierie Béarn inc. and its subsidiary
Proforêt inc. and its subsidiary
Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc.
Énerbois inc.
Gestion 1195 inc.
Les Entreprises Matabois ltée
2168-3768 Québec inc.

Other subsidiary:

Lignarex inc. (77% interest)

Joint ventures:

Scierie des Outardes enr.
Scierie Grand-Remous enr.

Inventories

Timber, supplies and fuel inventories are valued at the lowest cost, according to a first-in, first-out basis, or average cost and the net realizable value or replacement cost.

Cost includes raw material, direct manpower and general production costs, deduction made, if necessary, of the net value of producing sub-products.

Investments

REXFOR enters its investments at the consolidated value when its participation in securities carrying a right to vote from the issuing company is at least 20% and not over 50%, inasmuch as it has an appreciable influence over this satellite company with respect to its financial and administrative decisions.

Participation in a limited company or satellite companies are accounted for by the equity method.

Other investments are carried at cost, less any permanent write-downs. The provision for eventual loss and loans and advances is established by a specific case analysis.

Fixed assets

Fixed assets are accounted for at cost. The cost of fixed assets built by REXFOR for its own use includes materials, direct labour, some of the general expenses and the financial expenses incurred during construction. Subsidies relating to the acquisition of fixed assets are deducted from their cost.

Depreciation is computed on a straight-line basis. The following annual rates, which vary according to the useful life of the various items, have been used. However, during the temporary shutdown of forest plants or divisions, assets directly related to production are not amortized.

	Rates
Land development	from 2.50% to 10.00%
*Logging roads	from 10.00% to 33.33%
Forest buildings and camps	from 2.50% to 33.33%
Machinery and equipment	from 6.67% to 20.00%
Data processing equipment	20.00%
Rolling equipment	from 10.00% to 33.33%

* The logging roads of some subsidiaries are depreciated according to the proportion of felled timber over the total volume of timber to be felled.

Other assets

Amortization of start-up costs, preliminary expenses and development of computer software is calculated according to a straight-line method at a rate of 20%. Preliminary expenses relating to the study of various projects are deferred and will either be charged to operations or capitalized depending on the results of such studies.

Surplus value of stock over the appraised value of acquired net assets is amortized to the results over a period of 20 years.

Land, buildings, machinery and equipment held for resale are evaluated at their lowest depreciable cost or the net realizable value.

Translation into foreign currencies

Assets and liabilities in foreign currencies are translated into Canadian dollars according to the rates in effect at the balance sheet date; whereas unrealized gains or losses on foreign exchanges are calculated in operations for the year.

3. PROPORTIONATE CONSOLIDATION OF JOINT VENTURES

As of March 31, 1985, the share of each of the items in the assets, liabilities, revenues and expenses of joint ventures: Scierie des Outardes enr. and Scierie Grand Remous enr., and Lignarex inc., were accounted for by the proportionate consolidated method and are as follows:

	1985	1984
	$	$
Assets	24 206 545	24 648 180
Liabilities	21 223 151	19 114 097
Income	34 641 221	17 850 057
Expenditures	37 191 909	21 105 431

4. INVENTORIES

	1985	1984
	$	$
Logs	14 556 143	10 459 787
Lumber	5 590 077	6 765 765
Other wood	4 672 705	1 892 378
Supplies and fuel	1 477 890	1 509 195
	26 296 815	20 627 125

5. INVESTMENTS

	1985	1984
	$	$
■ Consolidated value:		
Investment in a joint venture	3 000 000	3 000 000
Share in retained earnings since the date of purchase	1 153 802	957 079
	4 153 802	3 957 079
Investment in satellite companies (b)	21 294 271	2 023 002
Share in retained earnings (accumulated losses) since the date of purchase	3 166 864	(2 023 002)
	24 461 135	—
	29 614 937	3 957 079
■ At purchase value (b)		
Common shares (a), (b)	6 355 203	6 880 204
Preferred shares	—	1 266 771
Mortgage loans	3 461 329	660 437
Bonds and debentures	7 052 455	14 496 199
Loans and advances		
with interest	540 987	8 338 838
without interest	6 862 884	5 000 000
Term deposits (c)	2 000 000	—
Other	39 586	39 586
	26 312 444	36 682 035

5. INVESTMENTS (cont.)

	1985	1984
	$	$
Payments receivable next year	1 175 913	1 178 060
	25 136 531	35 503 975
Provision for contingent loss on loans and advances	119 944	96 772
	25 016 587	35 407 203
	53 631 524	39 364 282

(a) Of this amount, $4,930,203 on March 31, 1985 and 1984, represent shares on the stock market whose market value on March 31, 1985 was $4,775,076 ($6,214,140 on March 31, 1984). According to the unaudited financial statements of this company, the book value was $9,000,691 as of March 31, 1985 ($8,124,170 as of March 31, 1984).

(b) On March 31, 1984, an investment by a wholly-owned subsidiary had been accounted for as a share in a satellite company, despite the fact that REXFOR was not in a position to exert a decisive influence on the financial and administrative decisions of this company. REXFOR reclassified this investment as a share at acquisition cost to comply with its accounting principles. As a result, this share listed as an investment in a satellite company for an amount of $1 is also presented at the devalued acquisition cost of $1,411,999 to readjust it to the same amount of $1.

This reclassification has no impact on the financial statements of previous years. However, this company became a satellite on November 17, 1984 and because of this fact REXFOR has been in a position since that date to exert an appreciable influence on the financial and administrative decisions of this company.

(c) Term deposits of a subsidiary given as a guarantee for irrevocable letters of bank credit issued for a period of five years to guarantee its satellite company.

6. FIXED ASSETS

	1985			1984
	Cost	Accumulated amortization	Net value	Net value
	$	$	$	$
Land and development	1 896 317	107 532	1 788 785	1 579 559
Logging roads	6 793 636	1 465 380	5 328 256	3 395 650
Forest buildings and camps	14 806 374	4 175 883	10 630 491	10 876 889
Machinery and equipment	27 084 079	9 871 354	17 212 725	18 975 037
Data processing equipment	848 165	228 547	619 618	418 466
Rolling equipment	6 084 444	4 112 226	1 972 218	2 503 477
Construction in progress	8 223 769	—	8 223 769	—
	65 736 784	19 960 922	45 775 862	37 749 078
Assets held under a capital lease:				
Data processing equipment	100 902	70 630	30 272	50 452
Rolling equipment	277 015	16 514	260 501	—
	66 114 701	20 048 066	46 066 635	37 799 530
Government subsidies	13 152 700	1 459 382	11 693 318	3 652 607
	52 962 001	18 588 684	34 373 317	34 146 923

7. OTHER ASSETS

	1985	1984
	$	$
Excess of the purchase of shares over the appraised value of acquired net assets — at amortized cost	437 406	460 734
Start-up and preliminary expenses — at amortized cost	694 622	676 140
Cost of studies related to investment projects	783 414	2 268 325
Lands, buildings, machinery and equipment held for resale	284 375	381 950
Cost of developing computer software — at amortized cost	755 354	660 250
Deposit — Commission de la santé et de la sécurité du travail	529 139	60 000
Other	175 618	181 788
	3 659 928	4 689 187

8. BANK ADVANCES

Accounts receivable and inventories are given as a guarantee for certain bank advances.

9. LONG TERM DEBT

	1985	1984
	$	$
Rexfor		
Advances from government of Quebec:		
• Without interest for financing the agreement signed August 17, 1971 with Les Industries ITT du Canada ltée, payable between 1997 and 2000		
Balance of advances in the amount of $13,680,000, at the present value calculated at 11.5% per year	2 977 967	2 670 822
• Nouveler inc. — without interest, repayable over 10 years as of the seventh year following receipt of the first advance, due in 1988	6 500 000	5 000 000
Scierie Béarn inc.		
• Loan, prime bank rate plus ½%, repayable by yearly installments varying from $100,000 to $220,000, due in 1994	1 100 000	—
• Loan, variable interest rate, repayable by two payments of $1,500,000 each in 1990 and in 1995	3 000 000	—
Gestion 1195 inc.		
• Mortgage loans at 11¼%, repayable by monthly installments of $22,359 including principal and interest, due September 1, 1990	2 113 533	2 137 825
Énerbois inc.		
• Bank acceptance, 10.60%, repayable by minimum annuals installments of $300,000 calculated under an amortization of 10 years, due in 1986	1 400 000	1 700 000
Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc.		
• Loan, variable interest rate, repayable by monthly installments of $18,518 as of September 1, 1984, guaranteed by a first mortgage bond, due in 1993	1 870 370	2 000 000
• Loan, variable interest rate, repayable by monthly installments of $5,618 as of April 1, 1986 and guaranteed by a first mortgage bond, due in 1993	500 000	—
Scierie des Outardes enr.		
• Bank loans, variable interest rate, repayable by monthly installments of $92,340 as of April 1987, due in 1993	7 200 000	7 200 000
Scierie Grand Remous enr.		
• Loan, variable interest rate, repayable by quarterly installments of $150,000 as of November 1984, due in 1991	3 300 000	3 600 000
Proforêt inc.		
• Demand loan at 11¼% repayable according to terms to be established in 1985	3 000 000	3 000 000
• Loan, prime bank rate plus ½%, repayable by terms to be fixed in 1985, guaranteed by a mortgage bond and by a business write-off on equipment	1 800 000	—
Les Entreprises Matabois ltée		
• Loan guaranteed by a first mortgage bond and a business write-off, bank rate is prime plus 1%; no repayment method	—	1 800 000
Other	2 691 716	1 986 078
	37 453 586	31 094 725
Payments due during the following year	1 854 171	1 317 056
	35 599 415	29 777 669

9. LONG TERM DEBT (cont.)

Certain assets are given in guarantee for bank debts.

Capital repayments over the next five years are:

1985-1986 — $1,854,171, 1986-1987 — $1,923,036, 1987-1988 — $2,608,695, 1988-1989 — $2,782,230, 1989-1990 — $2,810,127.

10. SHARE CAPITAL

On June 20, 1984, REXFOR's authorized share capital was increased by $66,250,000, bringing the total from $58,750,000 to $125,000,000. During the year, the Company received $500,000 as payment for 5,000 shares, bringing its issued and paid share capital to $59,250,000.

During the next year, the Minister of Finance will pay the Company $12,500,000 owed for the purchase of 125,000 shares, which will bring issued and paid share capital to $71,750,000 on March 31, 1986. The balance of the authorized and unsubscribed share capital, that is $53,250,000, will be paid by one or several installments with the prior approval of the government on the conditions that it shall determine.

11. CONTRIBUTED SURPLUS

Contributed surplus is essentially from cancellation of June 20, 1973 of advances granted by the government of Québec.

12. FINANCIAL EXPENSES

	1985	1984
	$	$
Interest on the long term debt	2 789 266	1 785 452
Other interest	1 834 192	893 404
	4 623 458	2 678 856

13. INVESTMENT INCOME

	1985	1984
	$	$
Interest on term deposits	140 022	698 592
Interests on loans, advances and bonds	1 738 233	2 018 287
Share in the earnings (losses) before extraordinary item of a limited company and satellite companies	961 202	76 404
	2 839 457	2 793 283
Write-off of investments	71 055	—
Increase in the provision for contingent loss on loans and advances	23 171	11 134
Devaluation of an investment at purchase value	—	1 411 999
	2 745 231	1 370 150

14. EXTRAORDINARY ITEM

On December 11, 1984, a satellite company of a wholly-owned subsidiary of Rexfor sold an intangible asset for the price of $10,000,000 represented by a note, bearing interest at prime less 1½% and guaranteed by a letter of bank credit.

Collection of the $10,000,000 and accrued interest is subject to certain conditions. The satellite company became guarantor of the realization of the transaction and for this purpose guaranteed an amount up to $2,000,000 on the irrevocable letter of bank credit issued in favour of the purchaser for a period of five years.

		$
Rexfor's share is 49% in the sale of an intangible asset	—	4 900 000
Less:		
Costs related to the transaction	229 309	
Deferred income tax	887 116	1 116 425
		3 783 575

15. FUNDS GENERATED (ABSORBED) BY OPERATIONS

	1985	1984
	$	$
Loss before extraordinary item	(3 258 727)	(4 989 652)
Items not affecting working capital:		
Depreciation of fixed assets	4 235 665	3 473 286
Profit on sales of fixed assets	(3 378 645)	(14 615)
Share in the losses of satellite companies	696 301	809 887
Depreciation of other assets	415 048	514 608
Depreciation of discount on bonds	(315 970)	(221 497)
Other assets	149 791	—
Share revenue in a limited company in addition to cash amount	(196 723)	—
Increase in provision for contingent loss on investments	23 171	11 134
Minority interest	10 531	—
Revenues capitalized to investments	—	(435 981)
Devaluation of investment	—	1 411 999
Funds generated (absorbed) by operations	(1 619 558)	559 169

16. COMMITMENTS AND CONTINGENT LIABILITIES

- Under agreements, REXFOR guaranteed the bonds of Proforêt inc., a wholly-owned subsidiary, to meet 49% of the operating deficit of its satellite company Panval inc. for the periods ending June 30, 1985 and 1986, by an additional offering of share-capital or by loans or advances. The operating deficit described in the performance bond as being the addition of funds absorbed by the operations and the amount of short term settlements of the long term debt is $7.8 million, according to the audited financial statements of Panval inc. on March 31, 1985.

  Also, REXFOR agreed to guarantee 51% of a similar commitment undertaken by the other partner.
- REXFOR and one of its subsidiaries are defendant in a joint lawsuit seeking damages of $2.6 million for the withdrawal of its offer to purchase the assets of a group of companies.
- REXFOR has been named as defendant in a claim made by a contractor for damages totalling $1.4 million for clean-up operations on the head bay of the Outardes II river.
- A subsidiary became involved in the construction of a wood processing plant and the renewal of certain installations bought during the year. On March 31, 1985, the value of investments in this work was approximately $15,200,000 of which $8,224,000 was carried out and accounted for.
- The extraordinary earnings of $3,783,573 from the sale of the intangible asset — this transaction mentioned in note 14 — is subject to certain conditions to be met over a period of five years. In the event that these conditions cannot be realized, these extraordinary earnings may be reduced by an equivalent amount. Also, concerning this transaction, a subsidiary of REXFOR became guarantor for its satellite company in favour of the purchaser of such asset for an amount not to exceed $2,000,000 under an irrevocable letter of bank credit for a period of five years.

17. POSSIBLE TAX BENEFIT

A subsidiary has $2,261,935 from a federal tax credit not to be valued until 1992 against future taxes. Tax credits will be registered as deferred credits during the year the subsidiary takes advantage of same.

18. OPERATIONS AMONG RELATED COMPANIES

During the year, REXFOR and its subsidiaries concluded transactions within the regular course of its operations with its satellite companies. These transactions between related companies are detailed as follows: sales totalled approximately $8,574,000, cost of sales $940,000, other income $350,000, investment income $857,000 and the extraordinary item from the sale of a plant was $3,238,070.

19. COMPARATIVE FIGURES

Some figures from 1984 have been reclassified to render them comparable to those in 1985, and to give effect to the reclassification of the investment found in not 5 (b) above.

Summary of Investments and Investment Earnings as of March 31

INVESTMENTS AT COST

SUBSIDIARIES	% of ownership	1985 $	1984 $
Scierie Béarn inc.			
Common shares	100	100	100
Preferred shares	100	1 000 000	1 000 000
Loan	—	1 060 000	2 800 000
Proforêt inc.			
Common shares	100	4 525 000	4 335 000
Preferred shares	100	7 490 000	7 490 000
Loan	—	11 150 549	490 835
Gestion 1195 inc.			
Common shares	100	500 000	500 000
Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.			
Common shares	100	6 348 250	6 348 250
Énerbois inc.			
Common shares	100	500 000	500 000
Lignarex inc.			
Joint ventures	77	—	—
Loan	—	—	560 185
Les Entreprises Matabois ltée			
Common shares	100	717 505	267 505
Preferred shares	—	1 000 000	1 000 000
Les Bois de l'Est du Québec inc.			
Common shares	100	1 616 000	1 616 000
Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.			
Loan	—	7 655 904	—
JOINT VENTURES			
Scierie des Outardes enr.			
Capital	60	16 515 323	14 211 000
Loans and accrued interest	—	—	2 304 323
Scierie Grand Remous enr.			
Capital	60	3 000 000	3 000 000
Accumulated shares of profits (losses) of subsidiaries and joint ventures		(17 625 077)	(19 426 024)
		45 453 554	26 997 174
OTHER INVESTMENTS			
Shares in satellite companies		24 461 135	—
Common shares		6 355 203	6 880 204
Preferred shares		—	1 266 771
Mortgage loans		3 461 329	660 437
Bonds		7 052 455	14 496 199
Loans, advances and other		13 477 315	17 238 731
Payments receivable during the next year		(1 175 913)	(1 178 060)
Interest from term deposits		—	—
		99 085 078	66 361 456
Eliminations of transactions between companies involved in the consolidation		45 453 554	(26 997 174)
		53 631 524	39 364 282

INVESTMENT INCOME

	1985			1984		
SUBSIDIARIES	**Share of profits (losses)**	**Interest and dividends**	**Total**	Share of profits (losses)	Interest and dividends	Total
	$	**$**	**$**	$	$	$
Scierie Béarn inc.						
Common shares	**(527 540)**	**—**	**(527 540)**	120 484	—	120 484
Preferred shares	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Loan						
Proforêt inc.	**—**	**312 122**	**312 122**	—	309 991	309 991
Common shares	**2 897 538**	**—**	**2 897 538**	(2 592 955)	—	(2 592 955)
Preferred shares	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Loan						
Gestion 1195 inc.	**—**	**—**	**—**	—	87 043	87 043
Common shares	**90 656**	**—**	**90 656**	105 613	—	105 613
Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.						
Common shares	**(1 097 267)**	**—**	**(1 097 267)**	(704 104)	—	(704 104)
Énerbois inc.						
Common shares	**4 262 049**	**—**	**4 262 049**	1 060 358	—	1 060 358
Lignarex inc.						
Joint ventures	**10 970**	**—**	**10 970**	—	—	—
Loan	**—**	**27 997**	**27 997**	—	64 292	64 292
Les Entreprises Matabois ltée						
Common shares	**(583 096)**	**—**	**(583 096)**	(299 653)	—	(299 653)
Preferred shares	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Les Bois de l'Est du Québec inc.						
Common shares	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.						
Loan	**—**	**—**	**—**	—	—	—
JOINT VENTURES						
Scierie des Outardes enr.						
Capital	**(2 306 854)**	**—**	**(2 306 854)**	(2 317 789)	—	(2 317 789)
Loans and accrued interest	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Scierie Grand Remous enr.						
Capital	**(945 541)**	**—**	**(945 541)**	(937 586)	—	(937 586)
	1 800 915	**340 119**	**2 141 034**	(5 565 632)	461 326	(5 104 306)
OTHER INVESTMENTS						
Satellite companies						
Common shares	**(696 301)**	**183 669**	**(512 632)**	—	—	—
Preferred shares	**—**	**—**	**—**	(1 411 999)	—	—
Mortgage loans	**—**	**—**	**—**	—	—	—
Bonds	**—**	**—**	**—**	—	50 670	50 670
Loans, advances and other	**—**	**572 113**	**572 113**	—	829 242	829 242
Payments receivable over the next year	**1 657 503**	**949 771**	**2 607 274**	76 404	1 127 241	(208 354)
Interest from term deposits	**—**	**—**	**—**	—	—	—
	—	**140 022**	**140 022**	—	698 592	698 592
	2 762 117	**2 185 694**	**4 947 811**	(6 901 227)	3 167 071	(3 734 156)
Elimination of transactions between companies involved in the consolidation	**(1 800 915)**	**(401 665)**	**(2 202 580)**	5 565 632	(461 326)	5 104 306
	961 202	**1 784 029**	**2 745 231**	(1 335 595)	2 705 745	1 370 150

Subsidiaries

Énerbois inc.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	3 083	2 202
Current liabilities	302	877
Working capital	2 781	1 325
Investments	4 625	—
Fixed assets	—	2 119
	7 406	3 444
Long term debt	1 100	1 400
Shareholders' equity	6 306	2 044
	7 406	3 444

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Earnings	1 703	2 684
Production costs	942	1 451
Gross earnings	761	1 233
General expenses	210	249
	551	984
Investment earnings	473	76
Profit on the sale of all fixed assets	3 238	—
Net earnings	4 262	1 060

Lignarex inc.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	6 385	5 552
Current liabilities	6 320	5 078
Working capital	65	474
Fixed assets	74	52
Other assets	50	70
	189	596
Long term debt	—	560
Shareholders' equity	189	36
	189	596

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	64 405	25 117
Cost of sales	62 157	23 819
Gross earnings	2 248	1 298
General expenses	2 097	1 288
Net earnings (net loss)	151	10

Scierie Béarn inc.

SUMMARY OF CONSOLIDATED BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	7 197	5 789
Current liabilities	4 584	4 013
Working capital	2 613	1 776
Investments	598	578
Fixed assets	9 192	7 133
	12 403	9 487
Long term debt	5 714	3 099
Deferred subsidies	2 027	1 197
Shareholders' equity	4 662	5 191
	12 403	9 487

SUMMARY OF CONSOLIDATED BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	18 385	19 914
Cost of sales	16 760	17 372
Gross earnings	1 625	2 542
General expenses	2 107	1 728
	(482)	814
Other revenues	39	34
Operating income (loss) before joint ventures	(443)	848
Joint ventures	(84)	(728)
Net earnings (net loss)	(527)	120

Gestion 1195 inc.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	339	218
Current liabilities	4	3
Working capital	335	215
Fixed assets	2 691	2 828
Deferred expenses	8	25
	3 034	3 068
Long term debt	2 313	2 438
Shareholders' equity	721	630
	3 034	3 068

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Earnings	774	799
General expenses	553	693
Net earnings	221	(106)

Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	3 690	3 041
Current liabilities	3 320	1 268
Working capital	370	1 773
Fixed assets	3 096	2 514
Other assets	59	58
	3 525	4 345
Long term debt	2 191	1 914
Shareholders' equity	1 334	2 431
	3 525	4 345

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	7 792	10 619
Cost of sales	7 095	9 835
Gross earnings	697	784
General expenses	1 794	1 474
Net loss before extraordinary items	(1 097)	(690)
Profit on the sales of interest in Scierie Grand Remous enr.	—	1 374
Net earnings (net loss)	(1 097)	684

Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	11 419	—
Current liabilities	9 313	—
Working capital	2 106	—
Investments	487	160
Fixed assets	15 086	4 456
Other assets	267	—
	17 946	4 616
Long term debt	8 176	3 000
Deferred subsidies	7 770	—
Shareholders' equity	2 000	1 616
	17 946	4 616

Scierie Grand Remous enr.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	5 656	5 194
Current liabilities	7 546	5 246
Deficit working capital	(1 890)	(52)
Fixed assets	5 549	6 071
Other assets	542	738
	4 201	6 757
Long term debt	4 553	5 557
Deferred subsidy	341	384
Capital from partners (lack of)	(693)	816
	4 201	6 757

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	15 441	4 545
Cost of sales	14 720	4 616
Gross earnings (gross loss)	721	(71)
General expenses	2 231	1 492
Net loss	(1 510)	(1 563)

Les Entreprises Matabois ltée

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	—	1 800
Current liabilities	126	1 780
Working capital (deficit)	(126)	20
Investments	500	—
Fixed assets	—	2 248
Other assets	—	58
	374	2 326
Long term debt	—	1 842
Shareholders' equity	374	484
	374	2 326

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	4 416	2 373
Cost of sales	4 356	2 327
Gross earnings	60	46
General expenses	619	562
Net loss	(559)	(516)

Proforêt inc.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Current assets	607	1 803
Current liabilities	1 569	1 793
Working capital (deficit)	(962)	10
Investments	22 348	6 492
Other assets	67	100
	21 453	6 602
Long term debt	13 651	491
Shareholder's equity	7 802	6 111
	21 453	6 602

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	4 236	9 043
Cost of sales	4 005	9 836
Gross earnings (gross loss)	231	(793)
General expenses	867	1 800
Net loss before joint ventures	(636)	(2 593)
Joint ventures	(932)	(1 412)
Net loss before extraordinary items	(1 568)	(4 005)
Extraordinary items	3 784	—
Net earnings (net loss)	2 216	(4 005)

Scierie des Outardes enr.

SUMMARY OF BALANCE SHEET ($'000)

MARCH31st	1985	1984
Current liabilities	14 890	14 414
Current assets	10 773	9 224
Working capital	4 117	5 190
Investments	238	307
Fixed assets	14 471	15 595
Other assets	2 758	2 271
	21 584	23 363
Long term debt	12 500	12 000
Deferred subsidy	3 419	2 958
Capital	5 665	8 405
	21 584	23 363

SUMMARY OF EARNINGS ($'000)

MARCH 31st	1985	1984
Sales	38 693	20 578
Cost of sales	37 937	20 629
Gross earnings (gross loss)	756	(51)
General expenses	3 497	3 812
Net loss	(2 741)	(3 863)

Five-Year Statistical Review

Year Ending March 31 ($'000)

	1985	1984	1983	1982	1981
OPERATIONS					
Operating revenues and miscellaneous revenues	132 031	85 228	50 772	56 750	43 267
Investment revenue	2 745	1 370	5 633	7 194	7 458
Interest from long term debt	2 789	1 785	1 791	888	332
Amortization of fixed assets and other assets	4 651	3 988	2 488	3 463	2 841
Net earnings (net loss) not taking into account extraordinary items	(3 259)	(4 990)	4 919	(2 770)	4 149
ACQUISITION OF FIXED ASSETS	14 749	4 599	2 331	7 577	10 078
BALANCE SHEET					
Working capital	27 035	19 664	20 155	31 356	35 097
Investments	53 632	39 364	34 503	42 852	40 829
Fixed assets	34 373	34 147	31 470	31 555	26 168
Long term debt	35 599	29 778	16 826	30 719	23 375
Shareholders equity	81 739	68 214	73 007	77 926	79 283

REXFOR's Activities

During the past year, the Company carried out several activities that helped to maintain the vitality of the most important industrial sector in Québec. These activities involved the forest resource, its processing and marketing.

Resource

Conscious of the need to make better use of ligneous material already available, the Company took steps to have a more complete harvest and to make increased use of this resource. On the North Shore, forest equipment designed to harvest mature trees in formerly inaccessible mountainous areas was tested.

As for increased use of the available resource, REXFOR joined with Nouveler inc. in utilizing the biomass to produce energy at the Byosyn plant, which produces combustible gas in St-Juste-de-Bretonnières. For its part, the subsidiary Cèdre Fabre inc. of Témiscamingue built a plant for the production of cedar foam with the residue left when making cedar shingles. This product is used to condition and improve lawns.

The domaine forestier de REXFOR carried out or managed several forest activities in 1984-1985. These activities took place in Gaspésie, in the Appalaches, on the North Shore and in the Hautes-Laurentides.

In Gaspésie, 440,000 cubic metres of spruce and fir were cut in partnership with forest contractors and management agencies in the neighbouring forests of Matane, Anse-Pleureuse, Lac-Humqui, Causapscal and Ste-Anne-des-Monts. Approximately two-thirds of this harvest consisted of logs ready for cutting and destined for sawmills belonging to the Bois de l'est du Québec (1985) inc. in St-Léon-Le-Grand, Lac-au-Saumon and Matane (Matabois). The remaining third was pulp wood and because of a lack of important markets in the region, had to be sold in part outside the region and even outside the country.

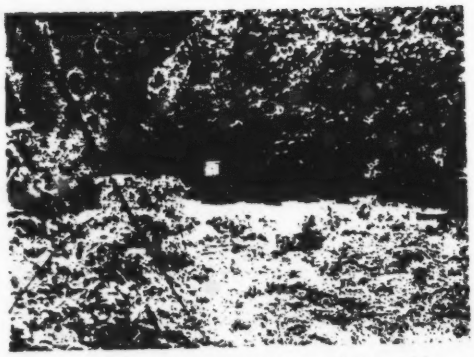
For this reason, 2.4 metre pulp wood was stripped and made directly into wood shavings; half of these shavings were shipped to Finland by boat, while the other half had to be liquidated through weak regional demand. Three-metre pulp wood was also stripped to be sold in the Middle-East. However, damage caused by the spruce budworm made it necessary to stop these shipments.

The very nature of these activities carried out in Gaspésie in 1984-1985 brought to light the thorny problem in this region – the lack of a major user of pulp wood in Matane. Under these circumstances, the profitability of harvesting and sawing operations cannot be assured.

In the Appalaches, a harvest of 165,000 cubic metres of spruce and fir allowed this division of domaine forestier to have the best season in its history; 60% of this harvest was sold as logs to sawmills in the region and the remaining pulp wood was sent to F.F. Soucy inc. in Rivière-du-Loup and Papeterie Reed inc. in Québec.

On the North Shore, where the domaine forestier supplies Scierie des Outardes, 730,000 cubic metres of grey pine, spruce and fir were cut and 10,000 cubic metres bought from the local forest cooperative. It was the first year that the sawmill cut all the volume allowed by its allocation from the Ministère de l'Énergie et des Ressources. As for forest roads, 10 km of main access roads were built in the forest to move one of the two forest camps; also, the road connecting the plant to route 138 was asphalted.

In the Hautes-Laurentides where the Mont-Laurier division is responsible for all supplies to Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc. and for half the supplies to Scierie Grand-Remous, enr., timber is bought or harvested by forest contractors. In this way, 40,000 cubic metres of yellow birch was bought from a forest agent and 40,000 cubic metres of aspen and yellow birch were harvested by contractors. The majority of this hardwood was delivered as full lengths to maximize the volume of veneer when the wood is cut as advantageously as possible in the yard of the plant at Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc. This method of cutting also furnished important data for supplying a future plant to produce medium density fiber board in Mont-Laurier. As for softwoods, forest contractors felled and delivered 100,000 cubic metres of grey pine, spruce and fir and 50,000 cubic metres of white and red pine to Scierie Grand-Remous enr.



Forest equipment (cable installation) able to harvest timber in mountainous regions and inaccessible areas. This is a project financed by the MER, FERIC and REXFOR.

During the year, the Mont-Laurier division established a wood buying service with small forest owners instead of a pulp wood buying service: a first 2,000 cubic metres of softwood was bought in this way for Scierie Grand-Remous enr. Also, as an experiment, oak was purchased from the United States for Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc.

If we add to all these activities the wood for Panval inc., also supplied by domaine forestier, this means that it harvested, had harvested or bought almost 2 million cubic metres of wood during the course of 1984-1985.

Processing

For the first time since the strike of its forest workers in 1980, Scierie des Outardes enr. was able to operate for a complete year. In the fall of 1981, the decline in prices and demand again caused the closing of the company. It was only in August 1983 that Scierie des Outardes enr. resumed operations after having made improvements to increase efficiency.

During the year, REXFOR participated with its partner, Compagnie de Papier Q.N.S. limitée, in the financing of new fixed assets and made possible continued operations at Scierie des Outardes enr.

Through the Fonds de solidarité des travailleurs de Québec limitée, employees agreed to a financial share of $500,000, thus showing their confidence in and support of the company's management. This amount is to be reimbursed from anticipated profits.

The government of Québec, through its PECEC program, also provided its financial support by allocating $750,000 to the company.

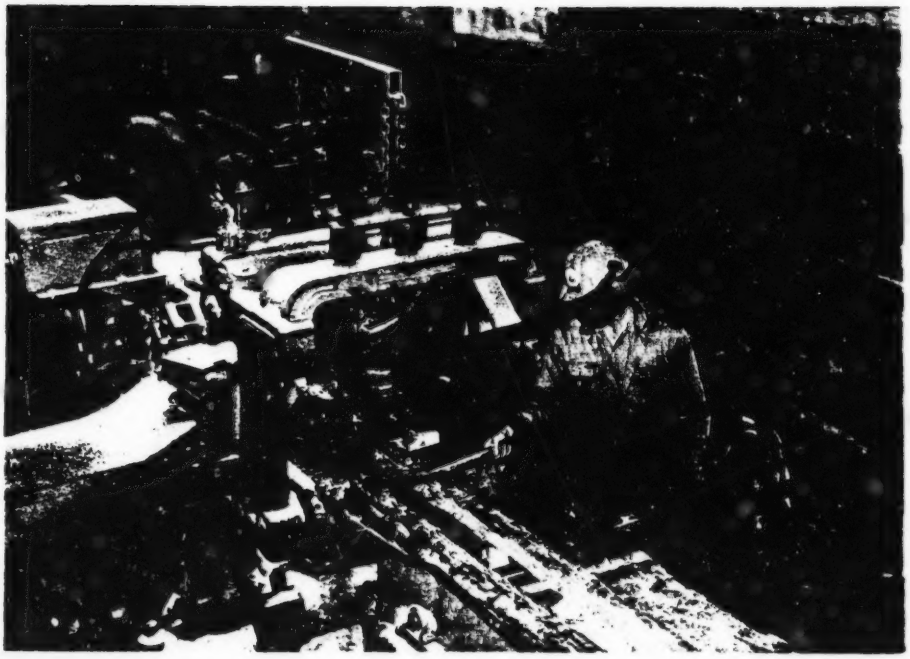
Development:
Mr. Yves Barrette and Mr. Rosaire Martel.

which completed the financing needed to install a new planing machine and to make improvements in the preparation plant.

During 1984-1985, Scierie Grand-Remous enr., in which REXFOR has a 60% interest with IPC inc., began its operations using two shifts, thus creating new jobs in a region suffering from severe unemployment. This was the first time since these assets were acquired in 1981 that the sawmill remained in operation without interruption. Only after making some changes to the equipment and to the organization was the mill able to resume its activities despite weak markets.

In the same region, Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda inc., a wholly-owned subsidiary of REXFOR, made changes costing $250,000 to its veneer plant so as to diversify its production and at the same time lower costs, and therefore increase its chances of survival in the very competitive veneer and door panel market. An investment of $750,000 was also made to improve the sawmill.

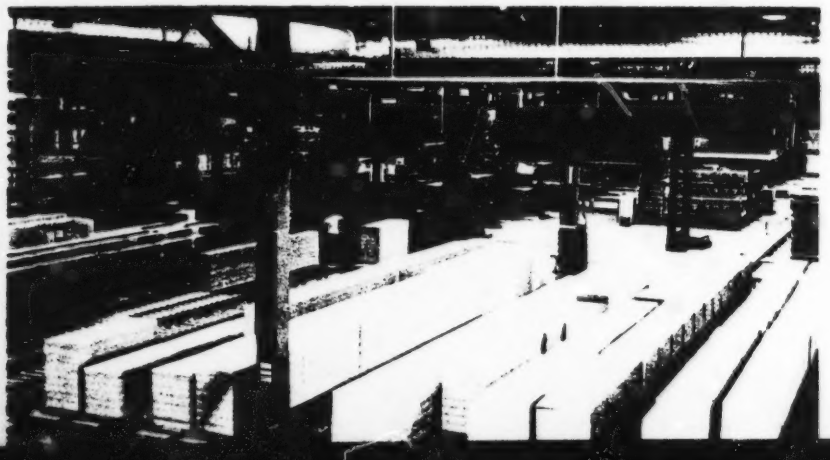
Also, the collapse of the door plywood market at the beginning of the second quarter, placed this company in a particularly difficult position. The situation was caused by the mass arrival on the American market of a substitute plywood from south-east Asia. This product sells at prices that are 40% lower than those of our lowest quality plywood. This was also the reason that at Lac Mégantic, a company making the same product had to close its doors permanently.



Mr. Jean Blouin, an employee at the Matabois sawmill.

REXFOR also invested in its subsidiaries, Les Entreprises Matabois ltée and Proforêt inc. — an amount of $450,000 in the first and $190,000 in the second — to rebuild their respective working capital as part of the organization of Les Bois de l'Est du Québec (1985) inc.

In the field of computer utilization, new software has been developed over several months at the Groupe REXFOR. Considerable effort was invested



An interior view of Panval inc. at Sayabec in the Vallée de la Matapédia. The photo shows furniture panel-boards produced in the plant.

in perfecting specialized software, some of which is already being offered to the industry. For financial year 1984-1985 only, several thousands of dollars were invested by the development sector of REXFOR to produce software for log cutting and sawing with a view to optimizing the value of lumber. The Development sector already has a model for directing wood pieces inside plants, which make it possible to evaluate the pertinence of making various changes to the coordination of production machinery.

Also, during the past year, REXFOR continued to implement its management data system within various companies in the group and now has a very valuable tool to ensure better management of its mandates from the government of Québec.

Marketing

The economic upturn begun in 1983 continued into 1984, but did not have the same effects on all sectors of forest products. Pulp and paper continued to have good results, except for the price of pulp wood which was affected adversely at the international level by a strong currency and a surplus production capacity. Also, the wood products sector posted a very poor performance, despite a 30% increase in demand since the recession of 1982.

Lumber shipments increased because of a rise in construction starts which reached the favourable level in the U.S. of 1.75 million units in 1984. However, an 18% surplus in supply in North America, combined with a decrease in exports overseas (decrease of 20% for Québec from 1982 to 1984) exerted a downward pressure on prices. First quality softwood lumber was sold at about $60 lower in June, in contrast to its highest level in March. This downward trend continued for the entire year without any marked upward movement to higher levels: the price fluctuated within a 10% range of its year-end low without even giving producers the advantages of a traditional surge in the first months of 1985.

The competitive position of producers in Québec deteriorated on international markets because of a strong dollar that made products more expensive. The world situation was characterized by weak demand and a surplus in inventories, thus creating strong competition among exporting countries (Scandinavia, Czechoslovakia, Russia, Austria, Poland and Chili). The currency of competitors fell more in relation to the American dollar and therefore gave them a price advantage to the detriment of Canadian producers.

Outside factors have in some cases aggravated the situation of several wood products. Plywood for doors is an example of a product that lost a major part of its American market to producers in south-east Asia, who introduced a new product at a much lower cost than our lowest quality products. The American market for door producers decided to use this new plywood after testing it. No important change in factors influencing market conditions for forest products has been forecast for the coming year.

In this context, Lignarex inc., the sales organization for REXFOR, marketed during 1984-1985 almost 175 million board feet of spruce, fir and pine wood on North American markets and the equivalent of 50 million board feet of the same varieties on overseas markets. Added to these sales were 31 million board feet of red and white pine and hardwood. Also, the company sold 17,000 feet (surface) of hardwood plywood and almost 42,000 toises of cedar shingles.

REXFOR's Economic Impact

REXFOR and the Community

During the year ended March 31, 1985, the activities of REXFOR and its subsidiaries had a significant economic impact on a number of communities where companies managed by REXFOR* are located. All these positive effects equate to the total outlays for the period, almost $ 156 million.

A great many individuals and organizations were able to reap benefits from these expenditures. First to benefit were the employees of the Company, who number slightly more than 2 000 persons, and also the employees in the other companies with which REXFOR does business in several regions of Québec, more specifically, in Temiscamingue, Outaouais, the Laurentides, the Québec City region, Gaspésie and the North Shore.

In all, REXFOR distributed approximately $ 37 million in wages and fringe benefits to its employees working either at head office, in its plants or involved in forest operations. Also, $ 103 million was paid to a large number of suppliers offering a variety of goods and services.

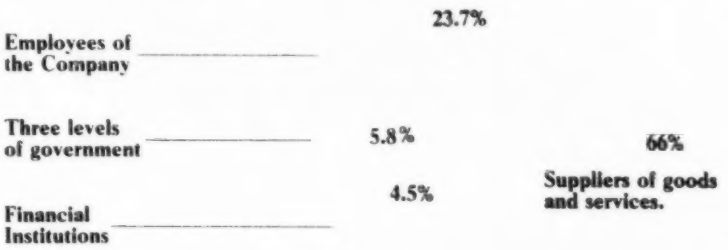
Under this item, $ 38 million was paid out to forest cooperatives, owners of small private forests, local business and to other private enterprises to harvest or acquire timber and to transport it to processing plants belonging to the Company. Of this amount, a substantial portion was paid out in wages and salaries.

Also, to carry out its objectives, the Company and its subsidiaries required the purchase of other goods and services totalling approximately $ 65 million. Most purchases were made in the region where the companies are located and, in some cases, elsewhere in Québec, to obtain manufacturing equipment and equipment for the construction of buildings and access roads to lumber camps. In this respect, almost $ 24 million was spent during the year in Gaspésie to reorganize the sawmills in one part of the region and to build a treatment centre in Matane. Included is the purchase of equipment for forest operations, fuel, spare parts and the maintenance of production equipment, etc. Finally, there was the purchase of various technical services in the insurance and financial fields.

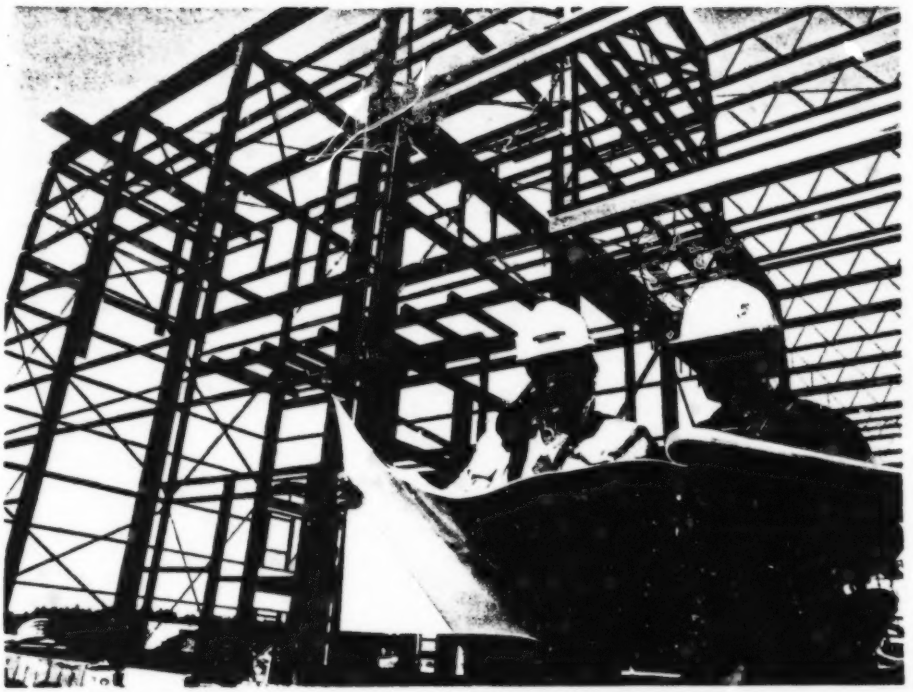
The Company and its subsidiaries also paid municipal and school taxes and spent on required fees and permits, and made employer contributions to social programs such as the Québec Pension Plan, Québec health plans, unemployment insurance, the "CSST", etc., for a total of $ 9 million.

Finally, $ 7 million was paid to financial institutions for costs and interest on long or short term loans made by REXFOR and its subsidiaries.

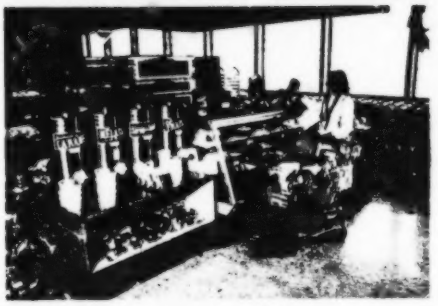
The following diagram illustrates the proportion of benefits accruing to the different groups.



* Impacts do not include those from minority interests of the Company.



Construction of a preparation centre in Matane.



The total economic benefits just enumerated came from various sources. The major part, that is 81.4% of the total, or $ 127 million, was generated by the sale of products, another part, or 5.4%, came from loans contracted with financial institutions or similar agencies. The remainder, that is $ 20.6 million, came from government subsidies related to investment and from shareholder equity.

It is certainly worthwhile to note here that the benefits just mentioned will have an indirect impact on other types of business and industrial activities and elsewhere. This snowball effect is what moves our economy. For every job in the forest sector, approximately 2 new jobs are created in the economy, thus illustrating the importance to society of this sector.

Management

Michel Duchesneau
Chairman of the Board,
President and
Chief Executive Officer

Jean-Louis Caron
Vice-President,
Forest Sector

Charles Chamard
Vice-President,
Management and Finances

Maurice Moore
Vice-President,
Industrial Sector

Jean-Marie Pouliot
Vice-President,
Development

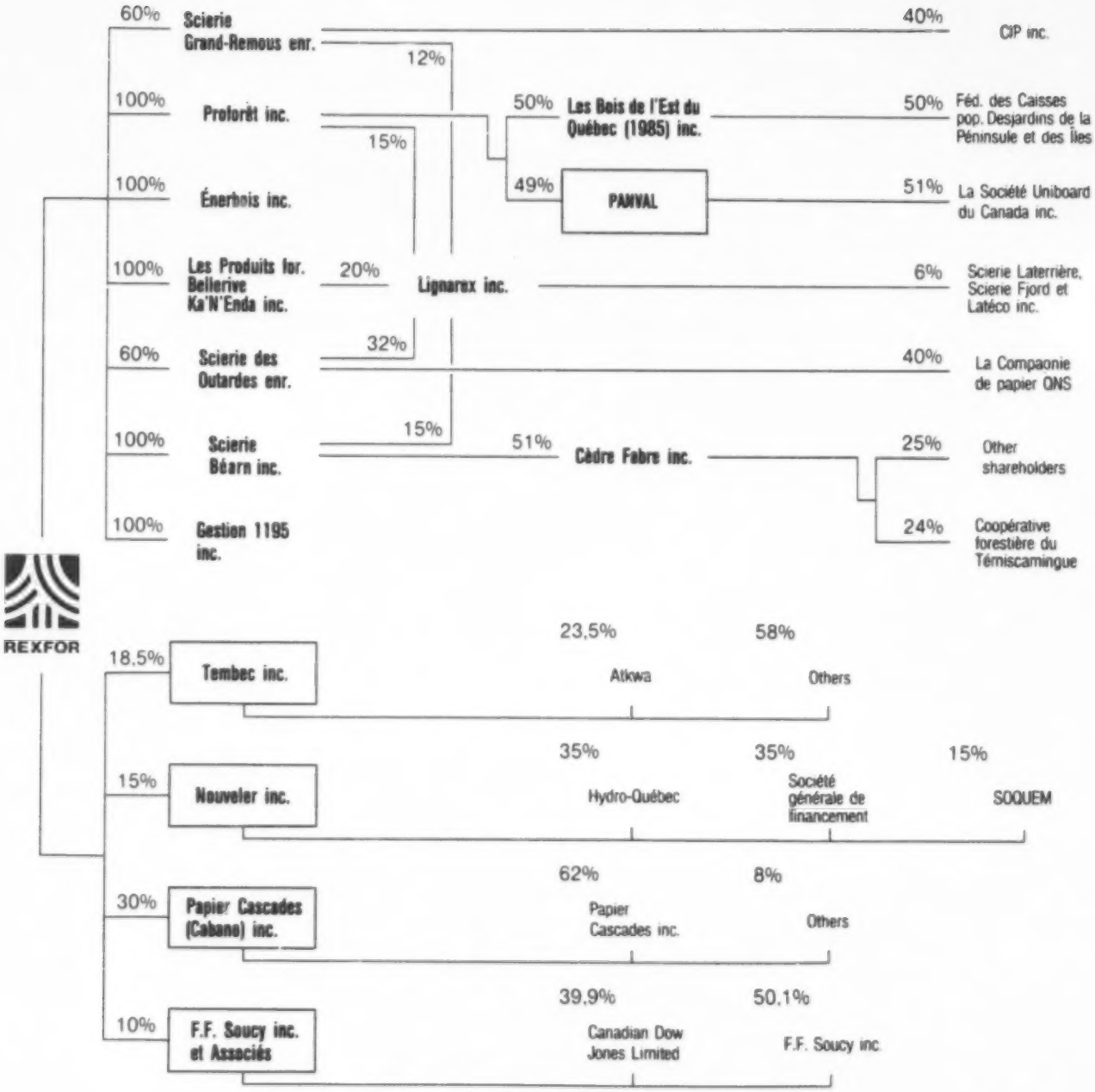
Gilbert Pelletier
Assistant to the President

Human Resources

	1984	1985
Subsidiaries	2 251	2 110
Affiliated Companies	1 204	1 212
Total	3 455	3 322

Le Groupe Rexfor

Subsidiaries
□ Affiliated Companies
Partners



Investment rates have been rounded off.

Copyright — 2nd quarter 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0706-4977
ISBN 2-550-12107-4

Il est possible de se procurer un exemplaire de ce rapport en français au siège social de la Société.

REXFOR
1195, rue de Lavigerie
Sainte-Foy, Québec
G1V 4N3

Telephone: 418-659-4530
Telex: 051-31572

Graphic design: Caron Paré ass.
Photography: Daniel Picard